Vendredi

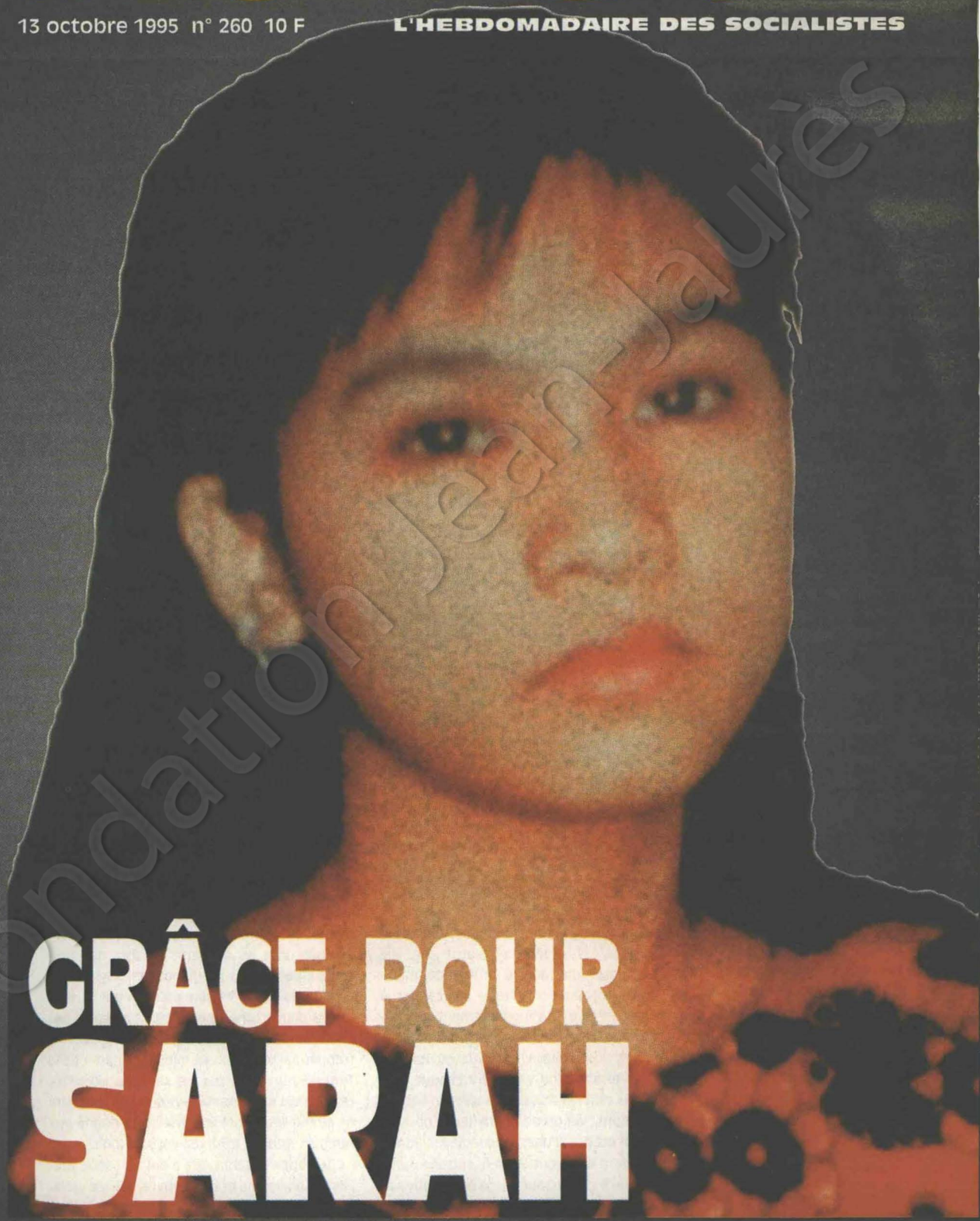
13 octobre 1995 n° 260 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

Fier de ce que nous avons fait

Lionel Jospin est notre Premier secrétaire. Les militants se sont massivement exprimés en ce sens. C'est bien ainsi. Au nom de tous les socialistes, je veux saluer son succès et lui souhaiter bonne chance. L'avenir de notre parti se lira-t-il à l'aune du bilan de ces quinze derniers mois ?
En un an et demi, le PS est redevenu le premier parti de France. Avec le beau score que nous avons réalisé derrière notre candidat à l'élection présidentielle, avec nos succès exceptionnels aux municipales, avec ces cantonales, ces législatives gagnées, dimanche après dimanche, le cycle des victoires s'est à nouveau enclenché.
En un an et demi, nous avons su éviter les affrontements stériles, consolider le rassemblement de la gauche, organiser démocratiquement et dignement le processus de désignation de notre Premier secrétaire.
Je pense avoir été un des artisans de cet apaisement interne.
En un an et demi, nous avons organisé une opposition résolue à la droite et aux excès du libéralisme économique mondial qui représente une réelle menace pour les salariés. Avec les manifestants du 10 octobre, nous l'avons encore une fois démontré.
En un an et demi, nous avons assaini nos comptes, nous avons évité, en gérant au mieux, la banqueroute financière de notre Parti.
Par simple respect des militants, c'était notre premier devoir.
Il n'en demeure pas moins qu'en quittant le premier secrétariat je suis ému. Parce que de toutes les fonctions que j'ai occupées et dont je pourrais mesurer aujourd'hui -pour certaines d'entre elles- les dangers et les conséquences personnelles si je n'étais pas si sûr de votre solidarité active, celle de Premier secrétaire était la plus belle. Plus encore qu'à l'Assemblée nationale, plus que dans un ministère, les socialistes me faisaient un honneur en me désignant au 10 rue de Solferino.
Aujourd'hui, j'ai la fierté de ce que nous avons fait, comme je le serai demain de ce que nous ferons ensemble. La rénovation n'est pas uniquement le remplacement des hommes ou la refonte de nos statuts. C'est avant tout la rénovation des idées. A la place qui est désormais la mienne, je prendrai ma part de ce défi.

Henri Emmanuelli



GRÂCE POUR SARAH

JURISPRUDENCE JUPPÉ

Inventant l'amnistie individuelle, la justice blanchit un Premier ministre qui devra pour toute pénitence jurer par écrit qu'on ne l'y prendra plus. C'est une confirmation : la rigueur de la loi ne frappe pas la droite. Le billet de Torvik. P. 3

BERCY D'ILLUSIONS

Moins d'argent pour l'aide au développement, moins de crédits pour la ville, plus d'impôts et plus de déficit, le pommier Chirac recelait quelques pépins. Le dossier de "Vendredi". P. 8 et 9

COUP DE JEUNE SUR "VENDREDI"

La campagne de rentrée du Mouvement des jeunes socialistes. Une nouvelle étape, de nouvelles responsabilités P. 5

COUP TORDU

Moins de six mois après le retour de Jacques Foccard, barbouzes, mercenaires et affreux réapparaissent. Aux Comores, Bob Denard chasse le président Djohar. La France et l'Afrique du Sud auraient armé la canonnière ! P. 7

ISSN 0995-0583

Fondation Jean-Jaurès

Colère, riposte et démoc

BONNES NOTES POUR LE SERVICE PUBLIC

Selon un sondage de la Sofres, 66 % des Français estiment que les fonctionnaires font bien leur métier, 92 % sont satisfaits de France-Télécom, 80 % de la Poste, 65 % de la SNCF, 63 % des hôpitaux et 57 % de l'école.
Par ailleurs, le ministre de la Fonction publique, Jean Puech, a estimé que la grève du 10 octobre dans l'ensemble de la Fonction publique n'était pas «tout à fait justifiée». Un jugement qui va à l'encontre de l'opinion de 57 % des Français qui soutiennent le mouvement de grève des fonctionnaires.

SUSPICION À L'ÉGARD DES IMMIGRÉS

L'Assemblée nationale a voté, mercredi, une résolution du groupe RPR proposant la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France. La majorité UDF-RPR a voté pour, le PS contre et le PCF s'est abstenu.
Julien Dray a estimé qu'en «dramatisant de manière inutile on crée un climat de suspicion générale à l'égard des immigrés».

DES MÉNAGES PESSIMISTES

Selon l'Insee, la confiance des ménages s'est très fortement détériorée en septembre et leurs anticipations concernant le futur se sont «très sensiblement dégradées», qu'il s'agisse du niveau de vie ou de leur situation financière. Les experts de l'Insee soulignent que le jugement des ménages sur l'évolution du chômage s'est également retourné dans le mauvais sens.

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

Directeur de la Publication : Jean Glavany • Directeur délégué de la Publication : Marc-Antoine Jamet - Responsable de la Rédaction : Monique Bartholomeus (77.92) - Photo : Pascal Lebrun (78.53) - Maquette : Christine Lovinger (78.92) - Publicité : Franck Accart (79 03) - J.J. Castebois (78-09)- Secrétariat : Odile Fée (78.61)- Abonnements : Sabine Sebah (78-57) - Photogravure : Dawant - Paris - Impression : PGE - (94) Saint-Mandé – Routage : Ouest-routage - (60) Le Meux - Crédit photo : p.1, AFP - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - Ce numéro a été tiré à 110 500 exemplaires.

Le bloc-notes de Jean Glavany

GRÈVE DES FONCTIONNAIRES

Il y a deux manières de présenter la grève générale des fonctionnaires : l'une est dialectique, elle consiste à réfuter les arguments du gouvernement. Les fonctionnaires, privilégiés ? Allez donc le dire aux infirmières ou aux postiers des centres de tri en début de carrière, ils vous montreront leurs fiches de paye. Il faut tordre le cou à cette rengaine et rappeler que le salaire moyen du public est inférieur à celui du privé. Quant au soi-disant privilège de la sécurité de l'emploi, il doit être difficile à entendre, par exemple, pour les 15 000 maîtres-auxiliaires de l'Education nationale jetés brutalement au chômage à la rentrée scolaire.

L'autre manière est plus prospective : à l'heure de l'Europe, veut-on faire du secteur public français un exemple contagieux au bon sens du terme ? Veut-on se battre pour l'existence de services publics européens ou bien tout abandonner à la logique libérale des privatisations ?

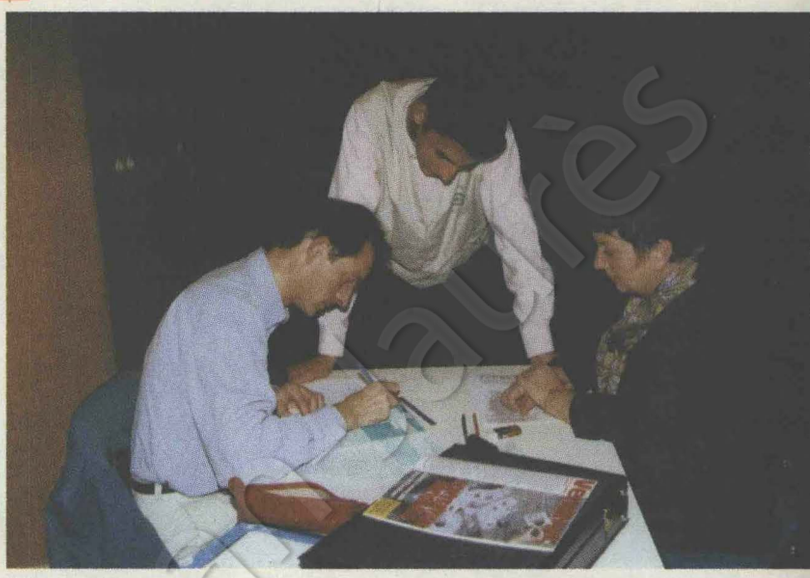
BANQUE DE FRANCE

La hausse des taux décidée, lundi 9 octobre, par la banque de France montre qu'il est clair que la politique du gouvernement n'a pas convaincu les marchés. Il est vrai qu'éclate la contradiction majeure entre certaines promesses électorales à la démagogie facile et, par exemple, le strict respect des critères de Maastricht... Encore une contradiction pour un pouvoir qui n'en manque pas. Mais, surtout, aujourd'hui la première crainte qu'on peut exprimer concerne l'avenir de la croissance en France, croissance qui doit être le premier moteur de la lutte contre le chômage, déjà affaiblie par l'insuffisance de la consommation et qui pourrait souffrir considérablement de cette hausse des taux...

CONGRÈS DES HLM

Le congrès des HLM, le week-end dernier, a été marqué par un vent de colère parfaitement inhabituel pour cette institution, et d'autant plus surprenant que de nombreux élus de la majorité actuelle s'y sont joints sans retenue... Il est vrai que les récentes mesures annoncées par le gouvernement en matière de logement social, loin de combler la fracture sociale, risquent de la creuser !

S'attaquer, pour quelques recettes



Le vote des militants dans les sections : quel autre parti pourrait en dire autant !

Sandra, princesse rebelle, Sarah, esclave martyre

Elle s'appelle Sandra. Elle a environ trente ans. Elle est "kroëne" et plutôt jolie. Elle est la princesse héritière d'un archipel méditerranéen, royaume d'opérette coincé, par la grâce de TF1 et d'un rapprochement géographique plutôt osé, entre Beyrouth, pour la sauvagerie supposée de ses habitants, et Monaco, pour les Ferrari qu'on y croise à chaque coin de rue. Elle est l'héroïne d'un feuilleton hebdomadaire dont "Vendredi" souhaiterait pouvoir dire qu'il n'est que d'une insondable maladresse, mais dont il devient certain, épisode après épisode, qu'il est surtout d'une bêtise abyssale. Drames familiaux, mauvais temps, inceste, mayonnaise ratée, faim dans le monde, gros rhume, guerres civiles, mouchoir perdu, meurtres, embouteillages, Sida, la pauvre jeune femme, victime des scénaristes de la famille Bouygues, n'est épargnée par rien. Qu'importe le flacon perdu d'un minimum d'intelligence et de correction, du moment que vienne l'ivresse de l'audimat ! Il faut que pleure Margot. On ne fait pas de mauvaise télévision sans mauvais sentiments. Sans même évoquer le cas de la Bosnie ou du Rwanda dont les malheurs ne sont que prétexte à des décors sanguinolents, sans s'arrêter à la vision d'ONG humanitaires qui ne sont que la couverture -le mot est mal choisi- des ébats amoureux de deux ou trois médecins frappés par le démon de midi, sans parler de la Turquie gouvernée par des satrapes vicelards, ce qui n'est pas l'exacte vérité, on ne retiendra de ce feuilleton que le conseil qu'il donne aux femmes violées : efforcez-vous de jouir.

Elle s'appelle Sarah. Elle a environ seize ans. Elle est philippine et très pauvre. Elle est esclave aux Émirats Arabes Unis, carré de désert imbibé d'or noir coincé entre le Koweït que nous délivrâmes voici quatre ans au nom de la démocratie et l'Arabie Saoudite que nous défendîmes à la même époque au nom de la liberté. Son viol par son patron, elle ne l'a pas vécu comme une jouissance. Simplement comme une souffrance. Une souffrance et un crime. Encore enfant, elle avait franchi des kilomètres pour vivre autrement, pour connaître cet "un peu meilleur" que la vie lui refusait. La peur était au bout du voyage. Battue, humiliée, séquestrée comme des milliers de ses compatriotes, volée de tout et jusqu'à son salaire, elle a retourné son arme contre celui qui l'agressait, qui la torturait, qui la violentait. Il est mort. Elle a eu tort de le tuer. Mais elle n'en pouvait plus de malheur et d'injustice. Aujourd'hui, dans un pays où l'on applique encore la peine de mort, un procès déclenché sur ordre du souverain pourrait la mener à l'échafaud. Déjà des femmes, avec Gisèle Halimi, se sont levées pour dire non à cette barbarie, à cette cruauté, déjà le bureau national du PS a mandaté Henri Emmanuelli pour qu'il demande au chef de l'État d'intervenir auprès de nos alliés et amis de la guerre du Golfe, afin qu'une mesure de grâce et de clémence soit octroyée à cette jeune fille. Alors que le jugement est reporté d'un mois, il faut que s'organise la compassion du monde. Il faut sauver Sarah Balabagan non "pour l'amour de Dieu", mais "pour celui de l'humanité".

Marc-Antoine Muret

© Fondation Jean Jaurès

r atie

budgétaires, à l'équilibre financier fragile des organismes d'HLM qui déploient tous leurs efforts pour assumer leur mission sociale, est soit d'un cynisme fou, soit d'une irresponsabilité coupable.

RÉPONSE A PÉRICARD

Nous voulons répondre à M. Péricard, qui s'est permis de dénoncer "le coût humain des méthodes détestables du PS". La ficelle de M. Péricard est un peu grosse et il ne faudrait pas qu'au nom d'un incroyable renversement de responsabilités, on accuse les socialistes d'être les responsables des scandales des logements de la Ville de Paris !... Faut-il rappeler qu'aucun responsable socialiste n'a jamais mêlé sa voix à la curée contre l'actuel Premier ministre ?

Faut-il rappeler que le cas personnel de M. Juppé ou de sa famille ne nous intéresse pas, et que nous nous sommes contentés de poser le problème politique du système inique et opaque de gestion des logements de la Ville de Paris. C'est le problème de fond. L'instauration d'un climat délétère n'est pas de nature à régler ces problèmes de fond. Nous ne participerons pas à une polémique qui apparaît, à bien des égards, comme une diversion, et à laquelle la démocratie n'a rien à gagner.

QUESTIONS SUR L'ALGÉRIE

Il est difficile d'y voir clair, à ce jour, dans l'attitude du gouvernement vis-à-vis de l'Algérie, de l'islamisme, du terrorisme intégriste. Peut-être peut-on simplement poser deux questions à ce jour : pourquoi avoir attendu près d'un mois et demi pour faire connaître une revendication des attentats par le GIA, quand la France entière s'interrogeait ?

Et surtout, n'y a-t-il pas encore une contradiction entre la politique de la France vis-à-vis de l'Algérie, telle qu'elle fut exprimée récemment par Alain Juppé, position qui nous semblait équilibrée, et la précipitation du président Chirac à rencontrer le président algérien à quelques semaines de l'élection présidentielle algérienne... comme si la France choisissait son candidat ?

ON A VOTÉ DANS LES SECTIONS

La direction du Parti socialiste, la direction sortante pour appeler les choses par leur nom, s'est fait un point d'honneur d'organiser cet exercice de démocratie interne dans les meilleures conditions possibles : que cette démocratie soit vivante, transparente, que la parole des militants soit libre et sincère.

En organisant cette succession dans un climat de sérénité exemplaire, nous avons montré la voie du renouvellement.

Quel autre parti pourrait en dire autant ?

Juppé ne sauve pas les meubles



La nouvelle a fait grand bruit le week-end dernier : Juppé quitte Jacob. Un divorce difficile qui donne bien du souci à cet (a) normalien-énarque, marié depuis le plus jeune âge à la cause politique. L'affaire du logement du Premier ministre partage toujours le pays. Certains demandent le cessez-le-feu, jugent le délit mineur, orchestré par une presse vindicative, désireuse de renverser l'hégémonie matignonesque. D'autres, plus nombreux, car le peuple fait partie de ceux-là, crient au scandale, écœurés par cette nouvelle goutte qui fait déborder le vase de la corruption. Revenons quelques mois en arrière. Alain Juppé, premier aide-de-camp de la campagne présidentielle de Jacques Chirac, s'empresse de pousser la chansonnette démagogique pour l'abandon des privilèges et contre l'omnipotence énarchique. Le diplômé diplomate se complaît dans son rôle d'arroseur arrosé en ajoutant à son Q.I débridé une qualité rare chez nos gouvernants : l'autocritique. Avec beaucoup d'imagination, l'électeur voit dans cet homme pressé un séduisant révolutionnaire aux mains lisses, le vilain petit canard déchaîné de la basse-cour parisianiste. Et, patatras, on apprend qu'il a, lui aussi, franchi la ligne jaune. Les 12 points de son permis de bonne conduite sautent ipso facto. La faute est double : comment croire un bluffeur qui, hier encore, déclarait ne pas aimer le jeu ?

Avant le peuple, avant la presse, l'accusé connaît la valeur de sa faute. Et pourtant, il l'a commise. Face aux accusations, son sang-froid légendaire ne fait qu'un tour et la belle machine se dérègle. Il ne parle plus avec la tête mais (enfin) avec le cœur. Que le père qui n'a jamais aidé son fils jette la première pierre. Alain Juppé, qui est un père exposé, joue sa dernière carte : le joker sentimental. Trop tard. Les jeux sont truqués et la mise engagée est celle du contribuable.

La victoire du peuple et de la presse n'est pas d'avoir piégé une victime facile et actuellement fragilisée mais de s'être attaqué à un symbole du système autocratique d'attribution des logements de la ville de Paris. Le déménagement d'Alain Juppé est une petite prise de la Bastille et un coup porté aux privilèges, une bataille gagnée dans la longue lutte contre la corruption.

Fonctionnaires : La grande explication

Après le succès de la grève des fonctionnaires et le très large soutien dont elle a bénéficié dans l'opinion publique, les questions qui se posent sont simples : faut-il augmenter les salaires et le peut-on ?

L'augmentation des salaires relève du simple bon sens. Il est vrai qu'en France c'est rarement le sentiment le mieux partagé. Pour consommer, les Français ponctionnés depuis trois ans, tantôt par la hausse de la CSG, tantôt par celle de la TVA et de taxes sur l'essence et le tabac, ont besoin d'une hausse de leurs revenus. Et pour sortir l'activité du marasme actuel, la relance de la consommation, qui absorbe les deux-tiers de la production, en est la condition impérative.

Mais peut-on augmenter les salaires ? Ceux des salariés des entreprises, sans aucun doute. Certes, le patronat y est réticent, voire hostile dans les PME, mais la forte remontée des profits, qui assure une capacité financière inégalée depuis les années soixante, le permet. Et le patronat devra comprendre un jour, à l'instar de son homologue allemand, qu'une hausse raisonnée des salaires est encore le meilleur moyen de garnir les carnets de commandes et finalement d'engranger des profits. La seule question est de savoir si le patronat saura le comprendre à temps et négocier ou s'il attend qu'un conflit vienne le lui imposer.

Qu'en est-il des fonctionnaires ? Si, comme le dit le président Chirac, les traitements des fonctionnaires sont la feuille d'impôt des Français, augmenter les premiers n'est-ce pas à coup sûr alourdir la seconde ? L'argument mérite que l'on s'y arrête. Jacques Chirac a donné la réponse en reconnaissant que les traitements et pensions n'excédaient pas les 40 % du budget. La réalité est un peu en dessous : 36 % du total des dépenses budgétaires, les traitements des fonctionnaires civils et militaires ne représentent que 26,4 %, soit le quart du budget. De plus, ces chiffres sont stables depuis dix ans.

Incapacité à réduire les déficits

La vérité, c'est que le gouvernement Juppé veut faire porter sur les fonctionnaires les conséquences de ses choix budgétaires et de son incapacité à réduire les déficits. Car, si un peu plus du tiers du budget est consacré aux traitements et pensions, cela veut dire que près des deux-tiers vont à d'autres dépenses, qui connaissent de fortes progressions. Deux postes sont en première ligne. Les charges de la dette qui augmentent de plus de 10 % par an et approcheront les 15 % en 1996 contre 13,2 % en 1992 ; les dépenses d'intervention qui dépassent désormais les 30 % du budget, sous la pression notamment des subventions à l'économie en plein dérapage depuis trois ans. Principale cause, les exonérations de charges sociales consenties aux entreprises, dont le coût pour l'Etat atteindra les 50 milliards de francs l'an prochain. Or cette mesure, même le patronat l'admet, n'a aucun effet sur le niveau de l'emploi, alors qu'une augmentation des salaires aurait un effet immédiat.

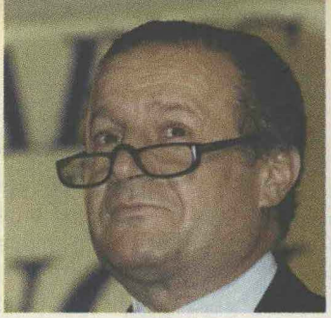
Si le gouvernement avait voulu présenter un budget à la fois rigoureux et efficace pour l'emploi, il aurait dû augmenter un peu les fonctionnaires et couper très fort dans les exonérations aux entreprises de façon à réduire les déficits pour abaisser les charges de la dette.

Bref faire le choix inverse de celui qu'il a fait. Un choix qu'il appartient désormais à tous les salariés d'imposer.

André Gauron

Voir également le dossier pages 8 et 9

Paris preuve par 6









L'installation des élus dans les six mairies d'arrondissement conquises par la gauche n'a pas été facilitée par des prédécesseurs mauvais perdants. Les maires de gauche doivent composer avec un conseil de Paris qui a perdu l'habitude de débattre.



En s'installant, il y a quelques mois, dans leurs mairies, les six nouveaux élus de la gauche s'attendaient à rencontrer des difficultés politiques et logistiques. Elles furent à la hauteur de leurs inquiétudes : dossiers incomplets, informatique neutralisée, budgets épuisés... Cinq mois après les élections municipales, les obstacles demeurent. Dans un grand bureau sobre qui domine la place Gambetta, Michel Charzat, nouveau maire du 20e arrondissement, témoigne : "Notre problème est celui de toutes les nouvelles mairies de gauche : la disparition d'un certain nombre de dossiers relatifs au logement et au bon fonctionnement de la gestion de la municipalité... Nous comprenons le camouflage des dossiers politiques, c'est de bonne guerre, mais partir avec des dossiers administratifs qui contiennent des milliers de demandes de logement (8 000 pour le 20e arrondissement) ne sert à personne et surtout pas à nous... Il faut maintenant reconstituer ces dossiers, créer de nouvelles références... Un travail de longue haleine qui prendra des mois..." Michel Charzat évoque également les problèmes d'un personnel de mairie rapidement muté et qui "manque à l'appel". Des équipes entières qui ont préféré déserter pour se réfugier dans des associations puissantes à l'intérieur desquelles elles n'hésitent pas à gêner l'action municipale, notamment au niveau de l'emploi : "Les choses se passent ailleurs... L'emploi n'est pas maîtrisé par les élus des mairies mais par des gens battus." Et certainement revanchards. Dans les autres mairies, c'est le même refrain. Un collaborateur de Daniel Vaillant, nouvel élu du 18e arrondissement, déclare avec humour : "Nous sommes arrivés dans un désert, et nous en avons conclu qu'avant notre arrivée, il n'y avait pas eu grand-chose de réalisé." Chez Georges Sarre, dans le 11e, on parle de la "broyeuse", cette dévoreuse de dossiers, qui "fonctionnait bien avant le résultat des élections municipales...".

Pierre Aidelbaum, Michel Charzat, Tony Dreyfus, Roger Madec, Georges Sarre, Daniel Vaillant,



Les problèmes purement politiques de cohabitation à l'intérieur du conseil de Paris en paraissent presque secondaires. Les élus de l'opposition ne sont pas toujours entendus, des problèmes délicats pour la majorité ne sont pas inscrits à l'ordre du jour, d'autres sont rajoutés à la va-vite pour calmer les esprits, comme celui du logement des plus démunis, politiquement nécessaire après l'affaire Juppé mais techniquement prématuré pour une action concrète. Il s'agissait "d'une répétition générale", explique-t-on à la mairie de Paris, le débat pour le vote devrait intervenir le mois prochain...". Sans parler de la lourdeur de cette grosse machine administrative qui, mobilisée pendant six mois pour la préparation de la campagne présidentielle de Jacques Chirac, se remet lentement en route. Les six maires de gauche, eux, n'attendent pas pour prendre des initiatives : reconstitution et traitement rapide des dossiers de logement et réquisition des immeubles vides, proposition de loi sur le contrat d'union civile, scolarisation massive des enfants, concertation par l'intermédiaire de forums avec les associations, initiatives au niveau des équipements collectifs... En dépit des difficultés et de la stratégie de la "terre brûlée" organisée par des maires vaincus peu soucieux du devenir de leurs électeurs, les mairies de gauche, petit à petit, se "reconstruisent".

Torvik Trebor

A l'écoute des citoyens



Le 30 septembre dernier, fidèle aux engagements pris durant la campagne électorale, le nouveau maire du 18e, Daniel Vaillant, convie toutes les associations de l'arrondissement à une grande rencontre de réflexion : "les forums associatifs et citoyens". L'objectif est double : dresser un état des urgences et des priorités d'action dans les quartiers, engager une concertation entre les associations et la municipalité pour mettre en place une "nouvelle démocratie locale". "Cela me permettra, dit Daniel Vaillant, de rédiger un mémorandum récapitulant les propositions d'investissement concernant le 18e. À l'issue d'une séance plénière où l'on aborde les thèmes généraux, six forums sont constitués en fonction des intérêts d'activité et des lieux d'action : Clignancourt, Goutte d'or, Grandes carrières nord, Grandes carrières sud, Chapelle et Montmartre. Une aubaine pour les 220 associations qui, pour la plupart, ne s'étaient jamais rencontrées.

Recensement des problèmes, échanges d'expériences, les débats sont parfois vifs entre les associatifs : on revendique, on critique, on encourage pour construire. Les priorités sont exprimées : logement, scolarité et crèches pour les enfants, sécurité et toxicomanie, espaces verts et équipements collectifs. Pour la première fois, les portes de la mairie sont largement ouvertes. L'attente est énorme, les forums sont un succès. Un succès d'autant plus estimable que leur montage fut extrêmement rapide. Annick Lepetit, adjointe au maire chargée de la démocratie locale et de la vie associative, en est l'organisatrice. Elle peut être fière, elle reste pourtant modeste : "L'idéal aurait été d'organiser des forums avec tous les habitants du 18e... Mais c'est un premier pas... Les associations constituent un lien privilégié avec les citoyens. Pour la première fois, on les écoute, elles nous parlent de leur expérience, elles connaissent les problèmes de leur quartier et les solutions qui contribueront à l'amélioration de la démocratie locale. Nous aurons ensuite assez de matière pour bâtir des projets sérieux qui répondront aux attentes de nos concitoyens." Daniel Vaillant, comme Michel Charzat et Roger Madec qui, eux-aussi, ont installé des structures de concertation, souhaite rapidement mettre en œuvre le changement. Mais le changement, explique Annick Lepetit en guise de bilan, ne sera pas seulement le fait de la municipalité : "On ne pourra réussir l'exercice de démocratie locale que si chacun y joue un rôle. Les moyens d'une mairie d'arrondissement sont encore trop faibles, il nous faut donc innover..."

T.T

Les MJS en campagne

Ce n'est pas le MJS qui le dit, c'est Bedos dans son dernier spectacle : "L'état de grâce aura duré pour Jacques Chirac quinze secondes. Au lieu de débattre du quinquennat et du septennat, on aurait dû lui inventer le minutat !"

Souvenons-nous quand même : le candidat Chirac était, au début de la campagne présidentielle, le prétendant préféré des jeunes à la magistrature suprême. Les résultats du second tour avaient déjà sévèrement entamé ces analyses puisque Lionel Jospin avait fait jeu égal, chez les 18-24 ans, avec le président du RPR. Quatre mois après son élection, le nouveau président de la République bat tous les records d'impopularité.

Ceci pour deux raisons essentielles : son incapacité absolue à mettre en conformité ses discours et ses actes et l'indigence de ses analyses sur les causes de la fracture sociale qu'il n'a cessé de dénoncer tout au long de sa campagne.

La crise à laquelle est confrontée notre société est structurelle. Pas besoin d'être grand clerc pour vérifier que la mondialisation de l'économie contribue à concentrer de plus en plus de pouvoir dans les mains de quelques-uns, sans qu'aucun contrôle démocratique soit possible.

La montée de l'extrémisme, la remise en cause des valeurs républicaines, le repli sur soi, l'opposition des catégories sociales les unes aux autres, le fossé croissant entre riches et pauvres sont les symptômes révélateurs de la gravité de cette crise et du danger qu'elle fait peser sur nous.

Etre de gauche c'est combattre l'ordre naturel des choses. Cet ordre qui sacralise la loi du plus fort et caractérise justement l'évolution brutale du système économique et social actuel. C'est le sens que donnent les jeunes socialistes à leur engagement. C'est pourquoi le MJS a voulu marquer cette rentrée par une mobilisation permanente de ses militants dans le mouvement social.

Nous voulons traduire dans notre orientation, comme dans nos modes d'engagement, la radicalité de plus en plus forte qui s'exprime dans la jeunesse. Mais nous n'oublions pas que pour être entendu il faut désormais être vu. Nous n'oublions pas qu'il faudra systématiquement associer à la réflexion, l'action.

C'est cet état d'esprit qui guidera la grande campagne d'adhésion et de mobilisation contre le gouvernement que le Mouvement des jeunes socialistes rendra publique dans quelques semaines.



Mobilisation permanente des militants. Pour être entendu, il faut désormais être vu.

"LA FRANCE POUR TOUS", CAUCHEMAR DE CHIRAC

Jacques Chirac l'a dit, l'a répété pendant la campagne présidentielle au point que certaines starlettes du microcosme intello (?) - médiatique ont cru y voir un discours de gauche : sa priorité, c'est réduire la fracture sociale. Chirac promettait une France pour tous et on allait voir ce qu'on allait voir !

Moins de six mois plus tard, le bilan est assez clair pour ne pas nécessiter de longues et techniques dissertations. D'emblée, le plan emploi de Juppé a désillusionné les plus fervents inconditionnels de "l'effet pommier" et révélé l'indigence programmatique du gouvernement . Face au chômage, celui-ci n'avait rien de mieux à nous offrir qu'un morne CIE, énième coupiet d'une litanie usée, entonnée il y a plus d'une décennie avec le succès que l'on sait.

Ainsi recalé dès la première épreuve, le gouvernement ne pouvait que chercher à masquer sa trop manifeste impuissance. C'est ce qu'il fait depuis, avec l'énergie brouillonne et agressive de ceux qui savent l'échec inéluctable.

Cette fracture sociale qu'il est incapable de réduire, le gouvernement va donc l'imputer aux plus faibles, à ceux qui en sont victimes, en reprenant à son compte la stratégie du bouc-émissaire. Ce sont les mendiants qu'on veut exclure de nos villes à coups de circulaires ministérielles, ce sont les allocataires du RMI qu'un ministre de l'intégration dénonce avant de proposer qu'on refuse des logements aux "familles à problèmes", ce sont les faux chômeurs, éternelles cibles des démagogues, que le Premier ministre veut traquer. En montrant du doigt, en stigmatisant de manière systématique les plus démunis, le gouvernement veut dresser les catégories de Français les unes contre les autres. Dernier épisode en date, la dénonciation des fonctionnaires comme des privilégiés, clamée haut et fort par Madelin, murmurée par son successeur, qui dissimule une offensive de grande envergure contre les acquis sociaux.

La droite ne s'attaque pas aux inégalités. Elle se contente de perpétuer cet ordre qu'elle veut croire naturel, où seuls les gagnants ont leur place. Slogan conçu pour séduire, "La France pour tous", c'est le cauchemar de Chirac.

D'UN CONGRÈS À L'AUTRE

La nouvelle histoire du MJS s'est ouverte, en Avignon, en novembre 1993, lors du congrès constituant de l'organisation, nouvellement autonome.

Dès lors, le MJS, restant fidèle à la tradition de la gauche et du PS, s'est voulu le réceptacle de tous les jeunes qui, refusant le système tel qu'il est et contestant l'ordre établi, socle de l'idéologie des conservateurs, souhaitaient s'engager aux côtés des socialistes afin d'essayer de transformer la société par l'action collective.

Mais le MJS a su également devenir le réceptacle de la radicalité d'une jeunesse devenue, malgré elle, révélatrice du malaise de notre société.

Car les jeunes concentrent aujourd'hui dans leurs conditions d'existence, l'essentiel des maux qui figent notre système. Pour la première fois depuis bien longtemps, une génération craint de vivre moins bien que les précédentes. Contrairement à 68, c'est l'absence de perspectives qui nourrit aujourd'hui la révolte de ces jeunes qui ne semblent plus attendre grand chose de leurs aînés.

Ce malaise profond de toute une classe d'âge face à l'avenir qu'on lui propose, les jeunes l'ont exprimé dans la rue, par leurs revendications, par leur grande mobilisation lors du mouvement anti-CIP de 1994, comme lors des mouvements passés (1986, 1991).

Parce que nous considérons que les racines de notre projet politique se trouvent dans le mouvement social, nous avons choisi de nous investir fortement dans tous ces mouvements.

Car être de gauche, c'est être en colère. Etre de gauche, c'est accepter le doute. Etre de gauche, c'est refuser la facilité des théorèmes incantatoires. Trois principes fondateurs de notre identité qui justifient l'autonomie de notre organisation et sa farouche indépendance d'esprit.

C'est à cette autonomie que le MJS doit sa place de principale organisation de jeunes à gauche. Une autonomie qui n'a pas empêché les jeunes socialistes, au contraire, de s'investir pleinement lors des campagnes présidentielle et municipale où ils ont démontré leur dynamisme, partout en France, exprimé leur sensibilité et défendu leur orientation tout en combattant de toutes leurs forces aux côtés des candidats socialistes.

Aujourd'hui, commence une nouvelle étape dans la vie de notre organisation. En décembre, aura lieu à Orléans le deuxième congrès du MJS, moment privilégié de débat, de réflexion sur notre orientation, sur notre fonctionnement et sur nos moyens d'action et d'intervention dans la jeunesse et le mouvement social. Cette étape ouvre une période de développement du MJS après celle de reconstruction qui a suivi le congrès d'Avignon. Le MJS a de nouvelles responsabilités de par sa place dans le champ politique acquise ces deux dernières années.

Ce processus de congrès et les décisions qui en découleront devront permettre au MJS d'en tirer davantage de maturité et de crédibilité.

MJS

Socialistes allemands et français, même combat



L'Europe est en panne. Le couple franco-allemand aussi. La construction européenne est habituée à ces périodes de tension. La difficulté actuelle vient de ce que l'on ne voit pas encore les acteurs avancer les éléments d'un compromis, se mettre en état de l'accepter, de le faire accepter. Or trois rendez-vous majeurs nous attendent.

LA CONFÉRENCE INTERGOUVERNEMENTALE.

A la fin de la négociation du traité de Maastricht, les État-membres s'étaient donnés rendez-vous en 1996, pour achever le travail entrepris et lancer le chantier de la défense, des relations entre l'Union européenne et l'Union de l'Europe Occidentale (UEO). Depuis, le mandat de cette conférence intergouvernementale (CIG) s'est singulièrement alourdi. Elle est ainsi chargée de faire le travail qui n'a pas été fait avant l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, c'est-à-dire renouveler l'édifice pour qu'il fonctionne non plus à douze, mais à vingt-sept ou trente, soit plus du double ! Face à cet enjeu, peu de gouvernements sont aujourd'hui en état de faire des propositions courageuses et de faire partager par leurs citoyens des avancées historiques. Le risque existe que cette conférence se termine par un compromis insatisfaisant, uniquement pour permettre la fuite en avant du prochain élargissement.

LA MONNAIE UNIQUE .

"L'essentiel, c'est la monnaie" disent certains. Elle suffirait, à elle seule, à poursuivre l'intégration européenne et à nous préparer à la mondialisation du XXIe siècle. Ce serait une erreur majeure. La dynamique de l'intégration économique a joué jusqu'au traité de Maastricht. Depuis, sans progrès de l'Union politique, aucun progrès de l'Union économique et monétaire n'est possible. Les citoyens européens sont heureusement aujourd'hui trop directement impliqués dans cette aventure collective pour que l'on puisse faire autrement.

L'ÉLARGISSEMENT.

Comme toujours, certains souhaitent l'élargissement pour mieux tuer l'Europe. L'Allemagne, elle, veut l'élargissement et l'intégration, avec répartition des rôles. Elle sera l'artisan de l'élargissement et la France celui de l'approfondissement. Si la France n'est pas au rendez-vous, l'Allemagne partira seule et il y aura divorce.

Le couple franco-allemand dépend aujourd'hui de la France. En échange de la monnaie et de l'élargissement, l'Allemagne attend l'Union politique.

À cette attente, le président Chirac répond par la reprise des essais nucléaires et offre, sans préalable, la dissuasion nucléaire à nos partenaires européens. C'est ignorer que pour les Allemands le combat pour l'environnement est un peu le combat des Français pour la laïcité. Cela embarrasse l'Allemagne et affaiblit la voix de la France.

Les socialistes français au Parlement européen, de leur côté, ont engagé avec leurs collègues sociaux-démocrates allemands un travail en commun pour renforcer la convergence de leurs points de vue. Plusieurs parlementaires nationaux, à Strasbourg, les 8 et 9 octobre derniers, se sont joints à nous pour travailler sur trois thèmes : politique étrangère et de sécurité commune (PESC), Union économique et monétaire (UEM), libéralisation, services publics et préférences communautaires.

Quelques enseignements de ces

GRANDE-BRETAGNE

Congrès du Labour Party



Au cours de ce congrès, réuni à Brighton entre le 30 septembre et le 5 octobre, Tony Blair, le leader des socialistes britanniques, a exposé, devant plus de 5 000 délégués et militants, les grands axes du programme de gouvernement de son parti. S'adressant à l'ensemble de la nation, Tony Blair a insisté, à de nombreuses reprises, sur la tradition de justice sociale et de solidarité du Labour party. Le Parti travailliste apparaît, aujourd'hui, prêt à gouverner le pays. Une partie majoritaire et croissante de l'électorat souhaite voir le "nouveau Labour" accéder au pouvoir dans un proche avenir. Les élections générales devront intervenir au plus tard au printemps 97. Tony Blair et les travaillistes disposent donc d'un peu de temps pour développer et peaufiner les mesures d'un programme de justice sociale pour le renouveau de la Grande-Bretagne.

Philippe Marlière

AUTRICHE

Congrès du SPÖ



C'est en présence de nombreuses délégations étrangères, principalement européennes, que s'est déroulé le 34e congrès du Sozialdemokratische Partei Österreichs (SPÖ).Le chancelier Vranitzky y a réaffirmé son leadership sur un parti qui se trouve aujourd'hui engagé dans de difficiles négociations avec ses partenaires de la coalition au pouvoir, pour l'établissement du budget. Si celles-ci n'aboutissent pas dans les jours qui viennent, de nouvelles élections sont inévitables. Cela a pesé sur les débats du congrès.
Par ailleurs, le thème anti-nucléaire, évoqué longuement par Frantz Vranitsky et repris par Rudolf Scharping, président du PSE et du SPD, dans son discours d'intervenant extérieur, a renforcé le sentiment de proximité entre la base du SPÖ et son leader. A cet égard, la présence du PS français était sans doute la bienvenue.

Renée Fregosi

ALLEMAGNE

Partage du travail

La semaine de 35 heures dans le secteur de la métallurgie et de l'électronique en Allemagne est acquise.

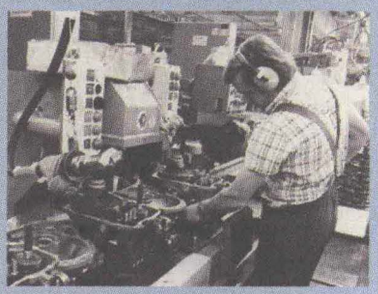
Le 1er octobre 1995, les salariés ouest-allemands de la métallurgie et de l'électronique sont passés de 36 à 35 heures de travail hebdomadaire sans réduction de salaire ou de primes, en application de l'accord signé avec le patronat, dès 1990. La société automobile Volkswagen applique la semaine de 4 jours depuis 1993. Les salariés avaient accepté une baisse de leur revenu annuel brut de 10 % en échange d'une interdiction des licenciements économiques jusqu'au 31 décembre 1995. L'avancée du voisin d'Outre-Rhin dans ce domaine apporte aussi son lot de polémiques : opposition entre Gesamtmetal, patronat de la première branche industrielle allemande et IG Metall, syndicat de la métallurgie, ainsi qu'au sein de la direction du DGB, la puissante confédération syndicale allemande, sur les emplois sauvegardés grâce à cette mesure, sur la perte de compétitivité... La priorité du débat Outre-Rhin porte désormais sur la flexibilité.

Un ouvrier de l'industrie manufac-

journées. Essayons de définir, en commun, un intérêt de sécurité européen sans oublier les engagements déjà pris par le traité sur l'Union européenne. Au sein du SPD, le débat existe manifestement. Il nous donne une chance de convaincre. A nous de savoir saisir cette occasion. Le SPD défendra auprès de son électorat la monnaie unique. Mais, sur le nécessaire rééquilibrage entre politique monétaire et politique économique, là encore nos camarades attendent nos propositions. Ils sont d'accord sur l'objectif, seuls restent à définir ensemble les moyens, car nous parlons réduction du temps de travail, ils répondent formation professionnelle, et nous parlons services publics, ils répondent politique de la concurrence. Le contrat est clair : ils ne demanderont pas de durcissement des critères de Maastricht pour le passage à la monnaie unique si nous n'en demandons pas de nouveaux.

Le travail engagé est indispensable. Pourquoi ne pas organiser tous les deux mois un Bureau exécutif commun entre nos deux partis, et intensifier nos échanges entre nos sections et entre nos communes ?

Pervenche Berès



turière allemande ne travaille, en moyenne, que 1 639 heures par an contre 1 730 heures pour ses collègues européens et 1 904 pour les Américains. Et pourtant la compétitivité allemande est sortie renforcée de cet accord grâce à la paix sociale ainsi obtenue. Ces métamorphoses du travail montrent que le mythe du plein emploi pour tous jusqu'à la retraite a fait long feu. Et que le mouvement naturel de réduction du temps de travail, de moitié depuis le début du siècle, doit se poursuivre. Les négociations d'une réduction du temps de travail sans diminution de salaire, comme en Allemagne, ou avec compensation salariale, sont en France des sujets encore épineux pour les syndicats et le patronat. Le système de régulation sociale français est malheureusement plus conflictuel que celui d'Outre-Rhin.

Jean-François Vallin

COMORES

Le retour de Bob Denard : négligence ou complicité ?

Comment le mercenaire Bob Denard, placé sous contrôle judiciaire, a-t-il pu échapper à la surveillance de la police française et organiser son récent coup aux Comores ?

Pourquoi le gouvernement français a-t-il dépêché 600 hommes pour neutraliser les putschistes quelques jours seulement après qu'Alain Juppé ait déclaré exclue toute intervention militaire ?

Peut-être un jour fera-t-on la lumière sur cette dérisoire équipée, quand Bob Denard comparaîtra devant les tribunaux français pour répondre de l'assassinat, en 1989, du président comorien Ahmed Abdallah, dont l'accuse la famille du défunt. Car Denard, chef de la garde présidentielle, a au moins assisté à cet assassinat, survenu après une violente discussion avec Abdallah qui voulait le limoger. Les parachutistes français avaient alors débarqué et l'avaient laissé partir en Afrique du Sud. Las de cet exil, il s'était livré en 1993 à la justice française, qui le condamna à cinq ans de prison avec sursis pour sa tentative manquée de renversement du président béninois Mathieu Kérékou en 1977. Verdict surprenant, acquis après que d'éminentes personnalités gaullistes comme Jacques Foccart, et le colonel Robert, ancien de la DGSE, eurent témoigné en sa faveur. «L'affreux» se retire alors en Gironde. Il en «disparaît» cet été. Les mercenaires qu'il avait recrutés se retrouvent aux Canaries, d'où ils embarquent sur un vieux cargo pour débarquer à Moroni dans la nuit du 27 au 28 septembre.

Palinodies françaises

Le premier soin des putschistes - que rejoint la majeure partie de l'armée comorienne- est de prendre en otage le président Djohar (successeur d'Abdallah) et de libérer les acteurs d'un coup d'État manqué en septembre 1992, dont l'ancien ministre Omar Tamou et deux des fils du président Abdallah. Le capitaine Ayouba Combo, également extrait de prison, forme un comité militaire qui remet le pouvoir à deux opposants à Djohar, Mohamed Taki, leader de l'Union nationale pour la démocratie aux Comores et Saïd Ali Kemal, chef du parti Chuma. De son côté, le Premier ministre, Caambi el Yachroutu, réfugié à l'ambassade de France, demande à Paris d'intervenir et proclame un gouvernement d'union nationale avec le parti présidentiel, le RDR et les partis d'opposition regroupés dans le Forum pour le Redressement national, dirigé par les anciens Premiers ministres Abbas Djoussouf et Ali Mroudjae. L'OUA, le Conseil de sécurité, l'Union européenne, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud condamnent le coup d'État. C'est alors que le gouvernement français, qui a suspendu toute coopération avec les Comores, revient sur sa décision de ne pas intervenir.

Comment expliquer ces palinodies françaises ? Le régime du président Djohar, âgé de 80 ans, était fortement critiqué, affaibli par des scandales à répétition, et accusé de népotisme (son gendre, Mohamed M'Changama, présidait l'Assemblée nationale). Le gouvernement français a-t-il d'abord pensé que le coup de Bob Denard avait le mérite d'écarter un président vieilli et discrédité ? Puis s'est-il ravisé, en se souvenant brusquement de l'accord de défense franco-comorien de 1978 qui lui faisait obligation d'intervenir en cas d'agression extérieure ? Quoiqu'il en soit, l'ancien ministre comorien de l'Intérieur, Ali Anaoui, n'a pas hésité à évoquer, sur RMC, une «certaine complicité» entre «des autorités françaises» et les putschistes. Reste que Paris doit maintenant opérer un choix délicat : laisser se ré-installer Djohar, ou favoriser l'accession à la présidence de Caambi el Yachroutu, bien vu du FMI, qui s'était proclamé président par intérim.

A Johannesburg, la mort suspecte d'un agent secret a relancé les spéculations sur une possible implication sud-africaine.

Claude Wauthier



GÉRARD FUCHS

RÉNOVATION ET MONDIALISATION

La politique internationale, c'est, bien sûr, d'abord la gestion de l'actualité. C'est traditionnellement aussi, dans nos congrès, quelques paragraphes sur "La France dans le monde".
Parce que je crois qu'il n'y a plus, aujourd'hui, de frontière entre "politique extérieure" et "politique intérieure", j'ai été de ceux qui ont poussé avec le plus de force pour que notre tâche de rénovation commence par une réflexion sur l'Europe et la mondialisation.
Oui les socialistes ont encore aujourd'hui un problème d'identité et de projet. Oui nous voyons se renforcer des forces d'extrême droite qui s'enracinent dans un terreau social qui historiquement a toujours été le nôtre. Mais si nous voulons retrouver notre identité et remonter la pente politique encore faut-il que nous comprenions le pourquoi profond de nos difficultés.
Nous avons déçu, de 81 à 95, sur le chômage. Mais est-ce seulement faute d'audace ? Ou, plus profondément, parce que la France seule ne peut plus prétendre maîtriser et orienter ni la croissance économique, ni le progrès technologique, ni le commerce international ? Nous avons déçu, de 81 à 95, sur la lutte contre les inégalités. Mais est-ce simplement parce que nos ministres se sont habitués à rouler en R25 ? Ou, plus profondément, parce que la France seule ne peut plus prétendre maîtriser et orienter ni la taxation sur les revenus du capital, ni la taxation du capital lui-même, du moins au sens financier et volatil de ce mot ?
Alors, je sais bien : dire qu'il n'y a d'autre réponse qu'européenne, voire mondiale, à certains problèmes, le dire à des militants qui sont organisés dans un parti qui demeure profondément national, le dire à une opinion et à un électorat qui, à juste titre, sont désireux d'améliorations rapides : cela ne peut pas être populaire !
Et pourtant ma conviction est totale. Je crois qu'un socialiste digne de ce nom, c'est-à-dire qui se bat d'abord pour davantage de justice sociale, doit prendre le risque de regarder le monde tel qu'il est et d'y adapter ses propositions.
Il n'y aura pas de rénovation réussie sans reconquête de notre crédibilité. Ayons, tous ensemble, le courage d'en payer le prix.



Un budget injuste et dan

Le projet de loi de finances pour 1996 est présenté par le gouvernement comme un budget de rigueur susceptible de réduire les déficits publics et qui met en œuvre les promesses électorales du candidat Chirac, notamment en matière fiscale. Or c'est un véritable budget en trompe-l'œil qui est proposé par le gouvernement : on minore les dépenses d'un côté, on majore les recettes de l'autre. Mais au-delà de ces artifices de présentation, souvent de mise hélas dans ce genre d'exercices, le projet du gouvernement se révèle incohérent, injuste et hypothèque gravement l'avenir.

Tout d'abord, la présentation du budget 1996 est entachée par un manque certain de sincérité et de transparence. En effet, l'évolution des recettes et des dépenses en 1995 et 1996 est présentée, selon les cas, en taux de croissance par rapport à la loi de finances initiale (LFI) (1) pour 1995 ou par rapport à la loi de finances rectificative (LFR) (2) de juillet 1995. Pour minorer le taux de croissance des dépenses, on calcule ce taux par rapport à la LFR de 1995 (qui avait permis une hausse sensible des crédits) au lieu de se baser sur la LFI de 1996. Grâce à cette procédure en deux temps, seule une partie de la croissance des crédits est rendue apparente : elle n'atteint selon le gouvernement que + 1,8 %, alors qu'en réalité elle est de + 4,5 %. On est très loin de la rigueur affichée en matière d'évolution de la dépense publique. Cependant, quand cela l'arrange, le gouvernement mesure telle ou telle dépense, jugée "positive", par rapport à la LFI 1995. C'est le cas des crédits pour l'emploi, le logement et l'intégration. De la même manière, des crédits ont été artificiellement rattachés au ministère de la Culture pour le hisser au niveau du seuil fatidique de 1% du budget de l'Etat. En outre, des économies de façades sont opérées, plus nombreuses que d'habitude : les crédits pour la Coface (Banque pour le commerce extérieur) ont été annulés et les avances aux collectivités locales sous-estimées de plus de 5 Mds de francs. Mais on sait déjà que ces économies se paieront en cours d'année 1996, sans doute par de nouveaux impôts. Enfin, certaines hypothèses retenues par le gouvernement pour faire ses comptes sont plus qu'aléatoires (progression de la consommation identique malgré une moindre hausse du pouvoir d'achat, baisse importante des taux d'intérêts à court terme...). Or ces artifices de présentation servent à dissimuler un sacrifice certain de l'équité et de l'avenir.

• De l'équité, cela crève les yeux : les prélèvements sont massifs et inégalitaires. C'est un véritable matraquage fiscal auquel se livre le gouvernement et dont les principales victimes sont les ménages modestes. La hausse de la TVA (de 18,6 à 20 %), de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (plus de 17 centimes par litre), la suppression de la remise forfaitaire de 42 F sur les cotisations d'assurance-vieillesse et la suppression de la déduction relative à l'assurance-vie pèsent principalement ou exclusivement sur les ménages. Et ce n'est pas fini. "TVA ou CSG ?" se demandait le candidat Chirac, il y a 6 mois : ce sera probablement les deux d'ici peu de temps !

Freins à la consommation

Or les nouveaux sacrifices demandés ne sont pas équitablement répartis entre les foyers selon leurs revenus. Malgré les réformes affectant les revenus du capital et le recours "cosmétique" à l'impôt sur la fortune (ISF), qui ne touchera que 400 personnes, les revenus du travail et de la consommation sont encore les premiers frappés. Ces prélèvements servent en partie à financer des transferts aux entreprises qui prennent la forme de subventions à l'emploi. Une fois de plus, le gouvernement prend le problème à l'envers : les entreprises ne trouvent pas de débouchés (donc n'embauchent pas) car elles souffrent d'une demande intérieure trop faible, conséquence des multiples freins mis à la consommation par le gouvernement et certaines entreprises elles-mêmes (nouveaux impôts et modération salariale). Les entreprises profitent donc des aides gouvernementales qui s'adressent le plus souvent à des emplois déjà existants qu'elles ne font que "transformer" (effet de substitution) ou tout simplement pour augmenter leurs marges sans augmenter leurs effectifs (effet d'aubaine).

• Sacrifice certain de l'avenir enfin quand on sait que :

- La question des déficits publics est loin d'être réglée. Or il s'agit d'une question capitale puisque des déficits enfin maîtrisés permettraient d'envisager sereinement le passage à la monnaie unique et une certaine stabilité des marchés monétaires. De plus, le problème des déficits ne peut être évoqué sans parler de la dette puisque les déficits d'aujourd'hui sont la dette de demain. Or celle-ci est déjà conséquente (3 485 Mds de francs soit 42,8 % du PIB) et le paiement des seules charges représente plus de 226 Mds de francs (3).

- Les dépenses d'investissement sont en chute libre : principale victime, le réseau routier (Cf également le sort réservé à l'aménagement du territoire). L'enseignement supérieur et la

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La peau de chagrin

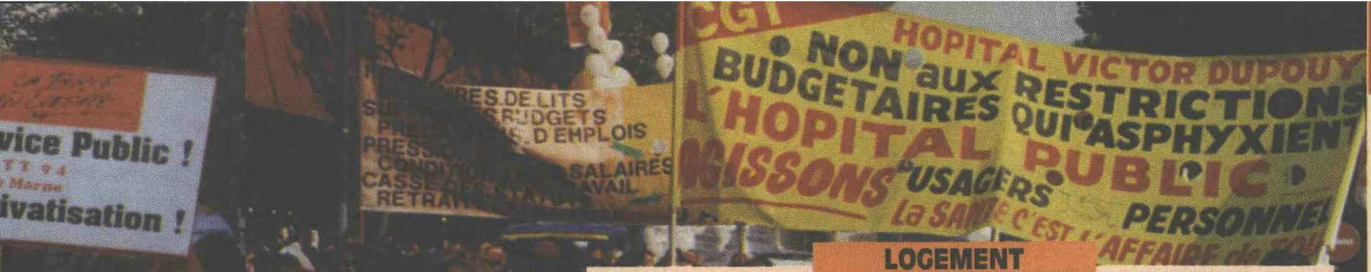
Qu'est devenue la fameuse loi Pasqua sur l'aménagement du territoire, lancée à grand renfort médiatique et supposée "garantir un développement harmonieux de notre pays", ainsi qu'un rééquilibrage entre les collectivités locales les plus riches (notamment la région Ile-de-France) et les collectivités plus pauvres ?

Si l'on compare le budget 1996 à la loi de finances rectificative (LFR) de juillet dernier, les fonds accordés à l'aménagement du territoire sont à la hausse. Mais rapportées à la loi de finances initiale (LFI), les évolutions montrent tout le contraire : le budget 96 baisse de 18 % par rapport au budget 95, record toutes catégories !

Ainsi le Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT), principal outil d'intervention de l'État créé par la loi Pasqua, sera doté de 1,5 milliard contre 2,4 milliards initialement prévus en 1995. Le Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) s'élèvera à 400 millions (soit 100 millions de moins par rapport à la LFI).

Enfin, comme son prédécesseur, Alain Juppé ne donnera pas un centime au Fonds national de développement des entreprises pourtant créé, lui aussi, à l'occasion de la loi sur l'aménagement du territoire. Bref, le rééquilibrage de notre pays n'est pas pour demain !

F. D.



gereux

recherche sont également sacrifiés. Or un pays qui n'investit pas est un pays qui prépare des lendemains difficiles à ses enfants.

La "fracture sociale", thème cher à Jacques Chirac, ne se referme pas mais s'élargit au contraire avec ce budget 1996 puisqu'il augmente les inégalités entre hauts et bas revenus, puisqu'il ne s'attaque pas de manière sérieuse au problème du chômage, sinon par des mesures classiques dont on constate, qu'elles ont surtout brillé ces dernières années, par leur inefficacité.

Frédéric Depétris



LOGEMENT

Une incohérence certaine

Bien que présentée comme une priorité, la politique du gouvernement dans le domaine du logement se caractérise par une certaine incohérence. Deux faits, entre autres, le démontrent : alors qu'il demande aux organismes d'HLM de loger les plus démunis, le gouvernement institue une taxe sur les HLM et leurs produits financiers, et il prélève un milliard de francs sur le 1 % logement pour la réforme de l'accession à la propriété.

L'instauration d'un prêt à taux nul n'est pas beaucoup plus incitative que l'ancienne formule du PAP (4) qu'elle remplace. De plus, elle opère un glissement certain des aides aux ménages modestes vers les classes moyennes, voire aisées, puisque le plafond de revenus pour bénéficier d'un prêt à taux 0 ne serait plus de 3,5 fois le Smic mais de 6 fois le Smic, soit plus de 37.000 F brut.

Parallèlement, le taux de TVA, qui concerne le neuf, a augmenté tandis que les droits de mutation, qui touchent l'ancien, ont diminué. Il n'est donc pas sûr du tout que faire construire soit rendu moins coûteux qu'avant, et, plus encore, soit rendu moins coûteux que l'acquisition de logements anciens. Quand on sait que les mises en chantier de logements neufs ont baissé de 2,3% par rapport à 1994 et surtout de près de 5 % pour les mois de juin, juillet et août, on ne peut qu'émettre de sérieuses réserves vis-à-vis d'une relance du bâtiment qui reste encore largement hypothétique.

En ce qui concerne les aides au locatif social, il y a baisse d'au moins 3 % (effet TVA compris) par rapport à 1995. De fait, les programmes de PLA et de PALULOS (5) annoncés ne pourront être tenus : l'affichage de 80.000 PLA et 120.000 PALULOS est donc théorique et le programme effectivement réalisable sera très inférieur (- 20 % pour les PLA, - 7 % pour les PALULOS).

F. D.

CULTURE

L'escroquerie du 1% virtuel

Il était déjà comique d'entendre Jacques Chirac promettre une hausse à 1 % du budget de la culture -ce qui l'eut amené au niveau que nous lui avions attribué- oubliant que sa droite l'avait réduit à 0,91 %, dès son retour au pouvoir. L'adage "la culture et la droite n'ont jamais fait bon ménage" était-il erron-né ? Le gouvernement pouvait-il se targuer, à bon escient, de rehausser le budget de la culture 96 à notre cher 1 % ? Point. C'était une de leur escroquerie intello-financière favorite. Car la totalité de l'augmentation jusqu'au 1% virtuel claironnée ne provenait que de l'élargissement des compétences du ministère de la Culture à l'architecture (724 MF), la musique de Radio-France (357 MF), la Cité des Sciences (274 MF + 268 MF pour l'Equipement) et Arte-la Sept (203 MF). Le budget de la Culture n'augmente pas, à périmètre constant, mais diminue légèrement.

Quant au fameux "rééquilibrage Paris-Province", que les Français "hors Paris" réclament et que Toubon, quand il était aux affaires culturelles, avait trompetté, il est bidon. Que sont devenus les fameux 800 millions de francs annoncés sur cinq ans ? Les augmentations (Titre III des dépenses ordinaires et crédits d'investissement) n'ont bénéficié qu'aux opérations parisiennes. Et les trois grandes opérations lancées en province avec fierté, le seul hasard -n'en doutons pas- les a promues dans trois villes de l'actuelle majorité : Toulouse, Dijon et Reims.

J.V.

SAVOIR PLUS

(1) BUDGET, PROJET DE LOI DE FINANCES, LOI DE FINANCES INITIALE (LFI)
Les trois expressions sont synonymes : il s'agit du budget que soumet le gouvernement au vote du Parlement durant l'automne de l'année précédente (ex : discussion à l'automne 1995 pour le budget 1996).

(2) COLLECTIF BUDGÉTAIRE, LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE (LFR)
Ce sont des lois de finances qui interviennent au cours de l'année budgétaire pour adapter le budget initial aux réalités rencontrées et aux aléas de la conjoncture. La plupart du temps, ces lois rectificatives se traduisent par une augmentation des dépenses. Par exemple, les ajustements budgétaires du collectif 1995 ne correspondent pas à un changement de politique mais au simple constat de ce qui était une évidence il y a un an : des dépenses sous-évaluées et des recettes surévaluées pour faire apparaître un déficit public en réduction. Alain Juppé veut faire croire qu'il a trouvé une "situation calamiteuse des finances publiques" alors que, membre du gouvernement Balladur, il savait très bien de quoi il retournait !

(3) LA DETTE PUBLIQUE
Ce que l'on appelle l'encours de la dette correspond à son montant cumulé, c'est-à-dire à la somme totale, qui s'élèvera en 1996 à 3 485 milliards de francs. Ce que l'on appelle la charge de la dette correspond aux intérêts que doit verser l'Etat pour ses emprunts. Or cette charge est en hausse de 8,3 % par rapport à 1995. Il s'agit de la plus forte progression parmi les dépenses du budget de l'Etat.

(4) PAP : PRÊTS D'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ.
Ces prêts entrainaient de nombreux avantages fiscaux et la réduction d'impôts pour intérêts d'emprunt. Spécialement destinés aux ménages modestes, ils permettaient à nombre d'entre eux de faire construire en faisant d'une pierre deux coups : permettre une amélioration de leur niveau de vie et soutenir l'activité du bâtiment.

(5) PLA ET PALULOS
Les PLA (Prêts locatifs aidés) sont des prêts destinés à soutenir la construction de logements qui seront par la suite loués. Ils comptent notamment 20.000 PLATS (Prêts locatifs aidés pour des logements "très sociaux") indispensables puisqu'ils permettent aux plus modestes d'avoir un logement. Les PALULOS sont des prêts de rénovation des HLM qui permettent de garantir un minimum de qualité à ces logements.

COUP de CŒUR et de CROC

♥ LA RÉVOLUTION OUBLIÉE D'ELEONORA

On se souvient peu de la "révolution napolitaine" de 1799 qui, réussie, eut pu faire l'unité italienne avant Cavour. Qui connaissait son égérie Eleonora Fonseca Pimentel, flamboyante intellectuelle, politique, musicienne, poètesse et, disait-elle, "napolitaine, européenne et citoyenne du monde", pendue, entre autre, pour avoir été la première femme à diriger un journal ? Maria-Antonietta Macciocchi, elle-même, député européen, journaliste et féministe, brosse une fresque passionnée d'un 18e siècle inconnu, une bio-essai de cette Eleonora, dont elle sent qu'elle est son double. C'est une étonnante traque littéraire et historique entrelardée de bouffées autobiographiques et la parfaite fusion de deux têtes politiques à deux siècles de distance.

("Eleonora" - traduit par Monique Bacelli - Ed. Flammarion).

♠ CÉZANNE-MARKETING

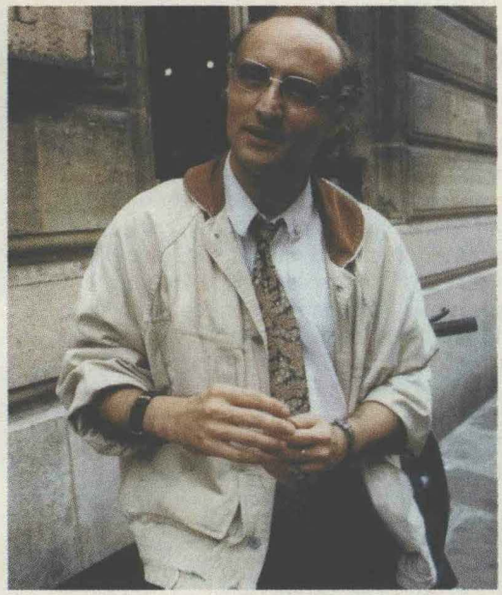
Bien sûr qu'on aime l'homme aux pommes (qui n'est pas Chirac) et qu'on doit se pâmer à sa méga-rétro de 170 œuvres *(1)*. Mais on est choqué par la débauche des produits dérivés -abominables mots accolés à Cézanne- qu'elle induit. le "consumérisme culturel" de la RMN (Réunion des Musées nationaux) est digne de Disneyland. Outre les posters et cartes de rigueur, on vous fourgue à haut prix des compotiers, pichets, assiettes et torchons, de quoi se faire une nature morte Cézanne. Vous aurez droit aussi à des bijoux et châles aux fruits griffés Dior, 68 robes cézanniennes estampillées Gianfranco Ferré, des assiettes aux oignons, des coupelles aux pommes, bref, une indigestion. Dans une de ses ultimes lettres *(2)*, Cézanne vitupère contre les pontes de l'art de son époque "tas d'enculés et de crétins !". Que dirait-il aujourd'hui de ces marchands de son temple ?

(1) Grand Palais. Jusqu'au 7/1/96.
(2) Correspondance de Cézanne. Réédition (Grasset).
A lire aussi l'excellent "Cézanne" de Philippe Dagen (Flammarion).

Jean Vermorel

DANIEL MESGUICH

«Le théâtre est une métaphore



Acteur de cinéma et de télévision, écrivain et professeur au Conservatoire, Daniel Mesguich est surtout un homme de théâtre (Shakespeare est son Dieu), qu'il soit comédien, directeur ou metteur en scène. Un metteur en scène qui pense. Ce qui lui vaut d'être adulé ou détesté.

A Lille, depuis 1991, vous dirigez le Théâtre national de la Région Nord-Pas-de-Calais (1). Pourquoi l'avoir appelé (la Métaphore) et pourquoi l'avoir mis entre parenthèses ?

J'ai dirigé pendant vingt ans le Théâtre du Miroir et, pendant la même période, Gildas Bourdet celui de la Salamandre. Quand je l'ai remplacé, il a fallu trouver un autre nom. Or tous ceux proposés étaient des métaphores (le Théâtre du Soleil, par exemple, n'est pas un soleil). On l'aurait donc appelé : le Théâtre de..., entre parenthèses : métaphore. Alors pourquoi pas tout simplement (Métaphore). Ce qui donne des expressions assez belles comme : "Ce soir je vais à la (Métaphore)". Le théâtre est, de toutes manières, une métaphore du monde, de la réalité, etc. Une simple estrade signifie tout à coup les remparts d'Elseneur.

Dès mon arrivée, pour diffuser la culture théâtrale, j'ai multiplié les initiatives. Ainsi le public peut-il assister aux répétitions, bénéficier de la carte-bis qui permet au spectateur de revoir le même spectacle gratuitement, de rencontres sur le plateau, du "Théâtre en voix"(lecture de pièces), ou de "L'œil écoute", mise en images des répétitions. On donne même des spectacles dans des territoires habituellement inexplorés, cafés, prisons ou hôpitaux.

N'y a-t-il pas contradiction entre votre goût pour la littérature et la philosophie, et la nécessité, dans votre théâtre, de plaire au plus grand nombre ?

Votre question présuppose, et c'est terrifiant, que "le plus grand nombre" n'aimerait pas la littérature. Ce qui n'est pas sûr. Et d'abord, quel plus grand nombre et quelle littérature ? Le vrai plus grand nombre c'est cinq milliards d'individus. Or rien ne peut s'adresser à cinq milliards d'individus. Il faut donc en rabattre. Sur la scène, de toute façon, on sera trop élitaire pour certains et pas assez pour d'autres. Robert Hossein est élitaire. Des gens le trouvent sûrement difficile. Donc le théâtre populaire est un concept mou qui n'a aucun sens et qui risque d'abaisser la barre jusqu'à ne plus rien dire. Par contre, ce que l'on peut faire, c'est essayer de ne pas exclure des gens pour des raisons économiques, en abaissant le prix des places. Que quelqu'un qui est amoureux du théâtre ne puisse pas entrer parce qu'il lui manque cinq francs, c'est un scandale. C'est pourquoi, à Lille, il y a des places à 40 francs.

> **« Le théâtre populaire est un concept mou qui n'a aucun sens et qui risque d'abaisser la barre jusqu'à ne plus rien dire »**

Au fond, la seule chose intéressante dans la vie, c'est la pensée. De ce point de vue, philosophie et théâtre se ressemblent. Il y a eu Eschyle, puis Socrate a tué le théâtre, et l'a remplacé par la philosophie. Mais peut-on remplacer le théâtre ? La pièce de théâtre est "répétée", puis elle est "représentée". Donc ce n'est plus elle, mais une activité philosophique. D'ailleurs ces termes du théâtre, "représentation", "interprétation", où les emploie-t-on, si ce n'est en psychanalyse, en littérature et en philosophie ?

Vous avez publié "L'éternel éphémère"(2). Ce paradoxe du titre, est-ce que ce serait une bonne définition du théâtre ?

Le théâtre a toujours le cul entre deux chaises. C'est même ça qui fait son originalité. C'est l'alliage de l'huile et de l'eau, de choses qui ne marchent pas ensemble. En l'occurrence il y a des deux : de l'éternité et de l'"ici et maintenant", de l'absolu et du relatif, du régulier et du séculier. Qu'est-ce qu'un théâtre ? La chose la plus immobile du monde, un immeuble, une maison et en même temps, c'est l'activité, la fluidité, la relativité des choses.

Vous aimez enseigner au Conservatoire...

J'ai même dit que s'il avait fallu choisir entre Lille et le Conservatoire national d'art dramatique, je ne serais pas allé à Lille. J'ai besoin de m'y ressourcer, trois

Cinéma "Land and Freedom"

Durant la guerre d'Espagne, un jeune chômeur de Liverpool rejoint une brigade du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) constituée de révolutionnaires venus de tous les coins du monde. Ces "prolétaires de tous les pays", une armée d'amateurs, s'entraînent avec des morceaux de bois en guise de fusil et sont prêts à mourir pour leur idéal. Ken Loach montre comment les troupes républicaines aux ordres de Moscou ont écrasé ces autres mouvements antifranquistes. Comment les paysans ayant pris la terre et les ouvriers les usines, les communistes staliniens, avec l'aide de la police, ont empêché la collectivisation et confisqué la terre et la liberté ("Land and Freedom"). Comment la lutte fratricide entre anarchistes, trotskistes et communistes a pris le pas, à un moment donné, sur la lutte contre le fascisme. S'il n'évite pas un certain manichéisme (il est peut-être plus à l'aise dans les fresques sociales pleines d'humour comme, par exemple, "Raining stones"), on ne peut contester la générosité de l'hommage rendu à ces combattants oubliés.

Qu'est-ce qu'une guerre juste ? Cette question qu'il pose à propos de la guerre d'Espagne, qui a toujours été pour les gens de gauche, un événement fondamental, on sent bien qu'il pourrait la poser à propos de l'Irlande, de l'Europe de l'Est ou de l'Afrique du Nord. Ken Loach est un cinéaste militant. Il se sert de sa caméra comme d'une arme pour transformer le monde. Pour lui, le socialisme n'a pas échoué, il reste à faire. Et, malgré l'échec du communisme à l'Est, la lutte continue.

C. P.

du monde»

matins par semaine pendant trois heures. Je travaille, dans l'impunité totale de ce laboratoire, avec des jeunes acteurs, sur les plus grands textes du répertoire mondial. Marivaux, Tchékhov, etc. Cela ne peut pas faire de mal à la santé d'un metteur en scène ! J'ai aussi une sorte de chaire où je peux dire des choses, qui sont parfois minoritaires, parfois pas. Ce qui me permet d'imprimer une certaine tendance, une certaine pensée. Dans la manière qu'ils ont d'apprendre quelque chose de moi, les élèves me font apprendre quelque chose sur moi. Et ainsi je progresse.

Qu'appelez-vous citoyen-spectateur ?

Le contraire de téléspectateur, au sens péjoratif du terme, c'est-à-dire quelqu'un d'inféodé au rythme des feuilletons américains, à la coupure pub pour aller faire pipi, etc. Dans les salles de théâtre, toutes les dix minutes, certains téléspectateurs zappent aussi dans leur tête. Par respect pour le citoyen, je rejette, par exemple, la décadence du théâtre à la fin des années folles, celui du Châtelet, avec ses pièces à machines et ses danseuses. On y revient un peu en ce moment avec les Molières.

Le théâtre, c'est aussi un projet de société. Charles Dullin avait inventé mai 68. Rejeter les cours magistraux au profit des travaux pratiques, c'est Dullin. Au cours du Conservatoire, on travaille ensemble dans ce qui préfigure une société sublime où tous, artistes, lecteurs, jouent et se respectent. Une sorte de phalanstère comme aurait dit Charles Fourier. Un sondage, il y a quelque années, a montré que, chez les acteurs, il y avait zéro pour cent de meurtriers. On assassine des textes, on se suicide quelquefois. Mais, chez nous, on ne tue pas.

Propos recueillis par Claude Polak

(1) 4, Place du Général-de-Gaulle. Lille. Tél : 20 40 10 20. Prochains spectacles "Korbes", du 22 au 27 novembre et "Ann Boleyn" du 7 au 11 décembre.

(2) Recueil de réflexions sur le théâtre. Ed. Le Seuil. 1991. 189 p. 85 F.

COUP de CŒUR et de CROC

BRIBES SCÉNIQUES TOULOUSAINES

Piécettes, bribes d'âmes, épousailles du sublime et du grotesque, travail sur le quotidien le plus prosaïque où l'on grimace en coulisse, grogne, ricane, ronfle, agonise, telles sont ces "novelettes" théâtrales nommées "Drames brefs 1", commandées par le Théâtre National de Toulouse à Philippe Minyana (1). Bizarre mosaïque faite pour six comédiens de l'Atelier de Recherche Sorano. Entre Thomas Bernhard et Beckett.

(1) Le Sorano - 33 allée Jules Guesde - Toulouse. Du 10 au 28/10. Pour les Parisiens, du 7/11 au 2/12 au "Théâtre ouvert".

J.V.

Télé Média — Un peu de «télédéontologie», SVP !

"Télé-déontologie", ça ne veut rien dire ? Exact. Parce que ça n'existe pas. Ce sont deux concepts qui, assemblés, s'annulent. Presque une loi mathématique. Mais on se contentera du terme, sachant que l'aune de la télédéontologie est l'argent et son grand vizir l'audimat, qui fausse tout. Cessons, par télédéontologie de focaliser sur ce pauvre Sébastien, arbrisseau qui cache la forêt de stupidités vulgaires qu'est la fricandière TF1. Hervé Bourges, patron du CSA ne vient-il pas de déclarer : "La loi de 86 n'interdit pas la vulgarité." C'est vrai, il n'y a pas d'alcootest pour la bêtise, sinon la télédéontologie aurait déjà ôté le permis de diffuser à TF1, c'est-à-dire l'aurait renationalisée, cette chaîne qui était la nôtre, la seule depuis les débuts de la télévision.

Qu'est-ce que leur télédéontologie ? Est-ce le rendez-vous des télés auprès des gendarmes pour la "neutralisation" en direct de Kelkal ? Est-ce M6 qui coupe -par éthique, sûrement- le "finis-le" desdits gendarmes ? Est-ce passer des vilenies en se drapant dans un hypocrite "les téléspectateurs sont assez adultes pour juger" ? Est-ce le système des dérapages -nom que donnent les chaînes à leurs bavures- dont nous avons parlé la semaine passée ? Est-ce le dogme de la fameuse "ménagère de 50 ans" (quel mépris affiché des femmes ...) devenue non fiable parce qu'elle s'est découvert un cerveau, zappe trop, et qu'il faut la récupérer à tout prix ? (1) Est-ce le tabassage, le 2 octobre, après l'émission de Dechavanne "Comme un lundi", de Philippe Val, rédacteur en chef de "Charlie-Hebdo" (2), par un public d'extrême droite sans doute trié sur le volet ? Est-ce Elkabbach, patron des chaînes du service public qui pense "avoir un devoir d'élégance et un devoir moral à respecter" (sic), mots ahurissants dans la bouche de quelqu'un qui surenchérit dans l'abaissante course à l'audimat ?

Et nous, n'acceptons-nous pas leurs discours télédéontologiques, qui devrions boycotter la chaîne qui pue et ses annonceurs (3) Afflelou, Citroen, Essilor, Opel ? Peut-être les téléspectateurs commencent-ils à le faire : l'audience de TF1 est tombée à 32,7%, son titre en bourse a chuté. Et ses piteux dirigeants d'invoquer une "cabale" quand ce sont eux, inconséquents, avides, manipulateurs, méprisant le public, qui sont suicidaires. On a laissé les télés flanquer des "Brosse à dent" en primetime et reléguer les émissions culturelles dans la nuit, histoire d'honorer le cahier des charges. Sur la chaîne publique FR3, cette semaine, on vous inflige "Fa si la chanter" à 20h50 alors que "Musique et graffiti" est expédié à 2h25. Il faut être noctambule pour voir la passionnante "Histoire des plantes" à 3h25, la "Croisière rouge" à 4h25 et "Géopolis" après minuit.

S'il faut tolérer les dérives, exigeons au moins une télédéontologie terre à terre, qui ne défrise pas l'audimat. Les télés ne respectent pas les spectateurs ? Qu'elles respectent les horaires qu'elles annoncent.

Combien d'émissions déprogrammées in extrémis ? Combien de cassettes de 120, enregistrées par nos insomniaques magnétoscopes, nous ont laissé des films amputés, parce qu'ils ont commencé une demi-heure avant ou après l'horaire ? Si c'est ça, leur télédéontologie ... Elle implique autant d'arrogance dédaigneuse envers le public qu'en ont leurs maîtres du gouvernement.

Tiens, pour changer, si on parlait de la Juppéontologie ? Pourquoi riez-vous ?

Jean Vermorel

(1) La directrice de la Régie publicitaire de FR2 et FR3, avoue que "60% de nos investissements sont ciblés sur elle", car "13% des budgets publicitaires sont l'alimentation et la beauté".
(2) L'Association "Voltaire" pour la liberté d'expression a protesté auprès du CSA pour le molestage de ses militants après cette émission.
(3) Les annonceurs sont-ils des beaufs de droite ? Interview éclairante dans l'"Obs" d'un responsable d'achat d'espace européen "Carat" : "le 28 août, Etienne Mougeotte a présenté "Osons" à un parterre d'annonceurs. La salle a hurlé de rire."

A VOIR AUSSI

Samedi 14 Arte 21h35	"VIE ET MORT DE L'IMAGE" de Régis Debray. Brassage culturel analogue au "Musée imaginaire" de Malraux, façon télé.
Dimanche 15 M6 22h45	"CULTURE PUB" : la guerre informatique. Les batailles Apple-IBM pour la pub multimedia.
Lundi 16 FR2 23h55	"LE CERCLE DE MINUIT". Les émissions intéressantes et culturelles sont toujours à des heures impossibles. Laure Adler et ses invités débattent du sort des Tsiganes.
Mardi 17 Arte 19h30	"CONCERTS POUR LES JEUNES" de Léonard Bernstein Reprise des fantastiques leçons de musique de Bernstein. A enregistrer si vous n'avez pu empêcher vos enfants de regarder "Alerte à Malibu". Tous les mardis.
Mercredi 18 FR3 20h50	"LA MARCHE DU SIÈCLE" de Cavada. Magazine inégal. Ce soir, thème brûlant : les banlieues. Voyons ce que Eric Raoult va répondre face à des jeunes.
Mercredi 18 Arte 20h45	"Les mercredis de l'Histoire". Une erreur monumentale : la ligne Maginot. Bon doc de Dagmar Christmann. Notre Maginot et leur Westwall. Commentaire sur la propagande des deux côtés du Rhin.
Jeudi 19 Arte 20h40 à 1h10	"Lettres africaines". Les Européens étudiés ethnologiquement comme des peuplades par des Africains et Jean Rouch. Un boomerang éclairé noir sur blanc.
Vendredi 20 FR2 0h40	"La 25e heure" de Jacques Perrin. Documentaire effrayant (scandaleusement tardif, bien qu'à la 25e heure) sur Béria. Spectographie d'un immonde et criminel bonhomme, âme damnée de Staline.

Algérie

Jacques Chirac ne doit pas rencontrer Liamine Zeroual. Alors que la prochaine élection présidentielle en Algérie se déroulera dans des conditions matérielles et politiques qui lui retire toute signification, une telle rencontre signifierait que le président de la République croit davantage à une solution militaire qu'à une solution politique Outre-Méditerranée. Une telle position est à mon avis erronée et dangereuse.

Gérard FUCHS
Secrétaire national aux Relations internationales

9 octobre 1995

Lettre de Henri Emmanuelli à Jacques Chirac

Monsieur le président de la République,

Dans quelques jours, une jeune philippine, Sarah Balabagan, travaillant comme employée de maison aux Emirats Arabes Unis, connaîtra le sort qui lui est réservé par la justice de ce pays. A partir de lundi prochain, au cours de son procès en appel, sera en effet réexaminée la sentence de mort qui a été prononcée à son encontre.
Comme vous le savez, le destin de cette jeune femme, frappée par une condamnation injuste et cruelle, mobilise nos concitoyens. Le Parti socialiste partage leur très vive émotion.
C'est pourquoi, j'ai été mandaté par le Bureau national de mon Parti pour vous demander d'influer au nom de la France auprès des autorités responsables des Emirats Arabes Unis, afin qu'une mesure de clémence et de grâce soit octroyée à Sarah Balabagan. Je ne doute pas que l'humanité de cette cause provoquera votre compassion et, donc, votre intervention.
Je vous prie de croire, Monsieur le président de la République, à l'assurance de ma très haute considération.

Henri Emmanuelli
5 octobre 1995

Communiqué de Henri Emmanuelli Premier secrétaire du Parti socialiste

Le 5 octobre dernier, Henri Emmanuelli, mandaté par le Bureau national, attirait par un courrier, l'attention du président de la République sur la situation de Sarah Balabagan condamnée à mort par un tribunal des Emirats Arabes Unis.
Dès le 9 octobre, Jacques Chirac a adressé la réponse suivante au Premier secrétaire du Parti socialiste : «Je partage pleinement l'émotion que vous exprimez dans cette correspondance. Comme le ministre des Affaires étrangères l'a indiqué le 4 octobre en réponse à une question d'actualité à l'Assemblée nationale, le gouvernement suit de très près, à ma demande, l'évolution de la procédure judiciaire actuellement en cours aux Emirats Arabes Unis. De surcroît, nous entretenons sur ce sujet des contacts diplomatiques permanents avec les autorités philippines comme avec celles des Emirats Arabes Unis, pays amis de la France. Si l'évolution de la procédure judiciaire devait le justifier, les autorités françaises ne manqueraient pas de procéder aux interventions appropriées, dans le respect de la souveraineté des Emirats Arabes Unis».
Henri Emmanuelli se félicite de l'engagement et de la vigilance du président de la République. Alors que le procès vient d'être renvoyé à la fin du mois, le Parti socialiste réaffirme sa détermination à sauver la jeune Sarah frappée par une condamnation injuste et cruelle et sa volonté que soit octroyée une mesure de clémence et de grâce.

Département de l'action sociale de l'éducation et du cadre de vie

PRESTATION AUTONOMIE

Le projet de loi concernant la prestation autonomie présenté au Conseil des ministres du 4 octobre 1995 devrait concerner plus de 600.000 personnes, après montée en puissance du dispositif.

SON OBJET :
Prendre en charge les personnes dépendantes, c'est-à-dire les personnes confinées au lit, ou en fauteuil, ou ayant besoin de l'aide d'une tierce personne pour la toilette, l'habillage ou les repas.

LES BÉNÉFICIAIRES :
Les personnes âgées de plus de soixante ans atteintes d'une forte dépendance constatée par une équipe médico-sociale et jugée sur la base d'une grille nationale d'évaluation de la dépendance.
Ces personnes devront disposer d'un revenu mensuel net fiscal inférieur à 9 260 F (prestation autonomie de 4 300 F incluse).
Jusqu'à 4 950 F : intégralité de l'allocation.
Entre 4 950 F et 9 260 F : versement dégressif.
Si l'obligation alimentaire ne jouera pas, en revanche la récupération sur succession pourrait avoir lieu au-delà d'un seuil successoral net de 250.000 F.

SON MONTANT :
Jusqu'à 4 300 F par mois en fonction des ressources personnelles du bénéficiaire et de son degré de dépendance.

SA GESTION :
Les départements en auront la responsabilité globale. Les caisses de sécurité sociale seront étroitement associées, tant au niveau national que local.

MODALITÉS D'UTILISATION :
La prestation sera versée en nature.
Pour les personnes à domicile, elle servira à rémunérer une aide, soit directement par des «chèques autonomie», soit par l'intermédiaire d'une association agréée.
Pour les personnes en hébergement, elle sera versée directement à l'établissement d'accueil par le département.

SON FINANCEMENT :
Une utilisation des dépenses actuellement consacrées par les départements aux personnes âgées dépendantes, soit 9 milliards de francs ; pour le surplus, la solidarité nationale sous la forme d'un financement par le fonds de solidarité vieillesse, alimenté en grande partie par la CSG.

SON COÛT :
Elle devrait représenter un effort financier d'environ 20 milliards en année pleine, lorsque le dispositif jouera à plein, c'est-à-dire à partir du 1er juillet 97. En 1996, le coût devrait s'élever à 14 milliards.

SON CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE :
Dès le 1er janvier prochain pour les 400.000 personnes âgées dépendantes à domicile. A compter du 1er juillet 97 pour les personnes âgées dépendantes en établissement, soit 238.000.

SON EFFET SUPPOSÉ SUR L'EMPLOI :
Le gouvernement table sur la création directe de 50.000 à 70.000 emplois. Il oublie de préciser les modalités de formation à ces emplois.

Communiqué du Bureau national du Parti socialiste

Un succès

Le 10 octobre, les agents de la fonction publique et les salariés des principaux services publics ont, dans leur grande majorité, observé la journée de grève.

De nombreuses manifestations se sont tenues, tant à Paris que dans la plupart des villes de province, rassemblant finalement des centaines de milliers de personnes, dans l'unité syndicale. Cette initiative s'est donc conclue par un succès massif qui en dit long sur le degré de résistance à la volonté de la droite de peser sur tous les salaires.

Le Parti socialiste se félicite de cette réussite ainsi que de l'accueil réservé par l'opinion et l'ensemble des salariés à ce mouvement de grève.

La fausse opposition instillée par la droite entre salariés du secteur public et salariés du secteur privé a volé en éclat. Il est vrai que la feuille de paie dans la fonction publique conditionne largement celle du secteur privé, tous les salariés l'ont bien compris.

Désormais, il appartient au gouvernement d'engager une négociation sérieuse avec les partenaires sociaux dont la volonté et la représentativité ont été, hier, largement confortées.

11 octobre 1995

André Gauron

Aux politiques qui prétendent réduire le chômage

Balland

Pour une vraie alternative

"L'augmentation des salaires constitue le moyen le plus vertueux de relancer la croissance économique sans laquelle il ne peut y avoir de recul du chômage".

A condition prévient André Gauron, que l'on renonce en même temps aux politiques qui ont fait faillite : la réduction des charges sociales, qui creuse les déficits et pérennise la précarité, mais ne crée pas d'emplois, les "petits boulots" qui ne sont que des emplois subventionnés par un Etat qui refuse d'assumer ses missions de solidarité et de créer les emplois, qualifiés ou non, et surtout, une vision purement nationale qui renvoie toujours à plus tard la réalisation de l'Union monétaire européenne en subordonnant celle-ci au respect des fameux critères de convergence. Pour André Gauron, la lutte contre le chômage suppose d'inverser les priorités : seule l'Union monétaire permettra d'accélérer la croissance en Europe et d'y faire reculer le chômage. Un livre polémique, au style clair, qui dénonce avec bonheur le conformisme ambiant et appelle à une mobilisation contre la régression sociale. Ecrit avant l'élection présidentielle, ce livre n'a rien perdu de son actualité.

Ed. Balland, 151 p., 70 F.

LE PS EN TÊTE

Cantonales partielles Septembre - Octobre 1995

38 - ISÈRE - GRENOBLE-III
Sortant : Michel Destot (PS)
Candidat PS : Denis Pinot
Résultats du 1er tour (10/09/95) :
PCF : 8,66 %
PS : 37,71 %
DVG : 13,43 %
Eco : 10,46 %
UDF/RPR : 29,76 %
Résultats du 2e tour (17/09/95) :
PS : 66,28 %
UDF : 33,72 %
DENIS PINOT (PS) ELU

81 - TARN - ALBI-SUD
Sortant : Ph. Bonnecarrère (RPR)
Candidat PS : Jacques Valax
Résultats du 1er tour (10/09/95) :
PS : 40 %
RPR/UDF : 38 %
FN : 8,6 %
PCF : 7,2 %
Eco : 3,6 %
DVD/MPF : 2,3 %
Résultats du 2e tour (17/09/95) :
PS : 50,89 %
RPR/UDF : 49,11 %
JACQUES VALAX (PS) ELU

26 - DRÔME - VALENCE-II
Sortant : Patrick Labaune (RPR)
Candidat PS : Emile Brunel
Résultats du 1er tour (17/09/95) :
PCF : 8,3 %
PS : 35,1 %
DVE : 7,8 %
UDF/PR : 10,6 %
RPR : 22,8 %
UDF/PSD : 1,7 %
MPF : 2,8 %
FN : 10,8 %
Résultats du 2e tour (24/09/95) :
PS : 52,47 %
RPR : 47,53 %
EMILE BRUNEL (PS) ELU

40 - LANDES MONT-DE-MARSAN-NORD
Sortant : Jean Bertrand (UDF)
Candidat PS : Christian Cazade
Résultats du 1er tour (17/09/95) :
PCF : 6,65 %
PS : 45,11 %
Radical : 2,83 %
Les Verts : 1,79 %
UDF : 27,24 %
RPR : 16,37 %
Résultats du 2e tour (24/09/95) :
PS : 54,94 %
UDF : 45, 06 %
CHRISTIAN CAZADE (PS) ELU

63 - PUY-DE-DÔME - CLERMONT-FERRAND-NORD
Sortant : Maurice Pourchon (PS)
Candidat PS : Alexandre Pourchon
Résultats du 1er tour (17/09/95) :
PCF : 6,38 %
MDC : 1,26 %
PS : 32,62 %
DVG : 18,76 %
Les Verts : 11,69 %
UDF : 18,90 M
FN : 10,36 %
Résultats du 2e tour (24/09/95) :
PS : 61,71 %
UDF : 38,29 %
ALEXANDRE POURCHON (PS) ELU

30 - GARD - SOMMIÈRES
Sortant : Maurice Boisson (MAJ)
Candidat PS : Christian Valette
Résultats du 1er tour (24/09/95) :
PS : 31,15 %
RPR : 23,81 %
DVG : 16,38 %
FN : 15,54 %
PCF : 13,12 %
Résultats du 2e tour (01/10/95) :
PS : 62,30 %
RPR : 37,70 %
CHRISTIAN VALETTE (PS) ELU

Département des relations extérieures - Elections

Quelques commentaires :

L'allocation compensatrice, créée dans le cadre de la loi de 1975, ne concernait que les personnes handicapées, et c'est notamment grâce à l'action de militants socialistes que le Conseil d'Etat fut à même de trancher en faveur de l'extension de cette allocation aux personnes âgées dépendantes.

Sous cet angle-là, la prestation autonomie n'est pas novatrice.

En ce qui concerne le financement, les modalités d'attribution et les responsabilités de la gestion, nous devons nous déclarer très attachés à l'idée d'égalité entre tous les citoyens quel que soit leur lieu de résidence. De ce point de vue, le choix du département comme opérateur de gestion ne me semble pas être des plus judicieux.

L'autonomie de la personne, le libre choix de ses décisions, de son mode de vie et de ses relations avec son entourage sont à respecter intégralement, sauf à remettre en cause sa citoyenneté.

Aussi, seule la libre maîtrise financière, la plus souple possible, par la personne, elle-même, peut apporter toute liberté nécessaire à la gestion la plus fine des rapports avec sa tierce personne, indispensable a fortiori, lorsqu'il s'agit d'un membre de son entourage.

De ce point de vue, le versement en nature et non en espèces de la prestation, constitue une régression par rapport à la situation actuelle.

Le transfert, semble-t-il intégral, des sommes aujourd'hui consacrées par les départements au financement de l'allocation compensatrice pour les personnes âgées dépendantes -soit 9 milliards de francs- vers la prestation autonomie, laisse sans réponse l'impérieuse nécessité de mieux financer les besoins des personnes handicapées stricto sensu en matière d'allocation compensatrice.

Vincent Assante
Délégué national
aux personnes handicapées

«QUATRE PRESIDENTS ET L'AFRIQUE»

de Claude Wauthier

L'ouvrage couvre sur quatre septennats les relations avec l'Afrique Noire et le Maghreb, depuis la guerre d'Algérie jusqu'à l'opération Turquoise au Rwanda. Les ventes d'armes aux pays africains et les relations économiques entre la France et le continent, ainsi que la politique de coopération sont largement traitées. La difficile coopération avec l'Algérie depuis l'apparition du mouvement intégriste et l'intervention française au Rwanda sont examinées dans les derniers chapitres. Sans indulgence, l'auteur remet en cause quelques idées reçues.

Editions du Seuil, coll. «L'Histoire immédiate», 718 pages, 190 F.

HAUTE-GARONNE
CONSEIL GENERAL

Une collectivité dynamique (953 000 hab.) • Un pôle universitaire • Des industries d'avenir à proximité de la mer et de la montagne

recrute selon les conditions statutaires, son

Directeur des Ressources Humaines

(grade : Directeur Territorial)

Homme ou femme de dialogue et d'écoute, vous avez le sens des relations humaines et possédez une parfaite connaissance du statut de la Fonction Publique Territoriale alliée à une certaine pratique de l'outil informatique.
Vos missions sont les suivantes :
- conception et diffusion de la politique des ressources humaines,
- organisation des moyens à mettre en oeuvre,
- évaluation de la politique réalisée,
- encadrement et coordination des activités des services de la D.R.H., suivi des effectifs, gestion des carrières, plan de formation, communication interne, relations professionnelles...

Merci d'adresser lettre, CV, photo, copie des diplômes et dernier arrêté, avant le 30 ocotbre 1995 à M. le Président du Conseil Général de Haute-Garonne, Direction des Ressources Humaines, 1 place Saint-Etienne, 31000 Toulouse.

safari

MAIRIE DE VAUVERT
11 000 habitants

recrute son Secrétaire général dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux.

MISSIONS :
- direction et coordination des services
- préparation, mise en œuvre et suivi des décisions municipales
- supervision et coordination des finances, avec notamment la mise en place de la M14
- aptitude à la direction et à la gestion des ressources humaines

PROFIL :
- bonne connaissance des finances publiques, du statut du personnel et de l'urbanisme
- disponibilité et sens des responsabilités
- formation juridique souhaitée

CONDITIONS :
- conditions statutaires et régime indemnitaire

Poste à pourvoir au 1er janvier 1996

Adresser lettre de candidature manuscrite + CV + photo à l'attention de : Monsieur le maire de Vauvert - Place du 8 mai 1945 - 30 600 Vauvert.

Association pour le Développement de la Santé

Association loi 1901 à but non lucratif, proche Bordeaux, gérant : centre de soins infirmiers à domicile, service de soins infirmiers à domicile aux personnes âgées, office mandataire d'aide à domicile,

RECHERCHE INFIRMIÈRE COORDINATRICE

expérience CDSI et SSIDPA souhaitée,
CDI -temps plein- convention collective

Adresser :
- **lettre de motivation**
- **CV avec justificatifs et photo**

avec la mention "personnel" sur l'enveloppe à : Monsieur le Président - ADS 127 cours du Général-de-Gaulle 33 170 Gradignan.

☞"De toi à moi"✍

E M P L O I

H 30 ans, Sciences-Politiques Paris, maîtrise de droit - 4 ans d'expérience dans les secteurs logement, politique et social, cherche un poste de Directeur de cabinet, assistant parlementaire, chargé de mission. Tél : 45 77 53 23 (répondeur).

Jeune homme 30 ans, étudiant en médecine, recherche place commerciale dans industrie pharmaceutique. Tél : 46 06 40 32.

Ex-attaché parlementaire, exp. coll. locales, dévelop. éco, soc. cult, comm, relat. publiques, ch. urgt. poste contractuel ds coll. locale et publ locale, secteur assoc. ou privé, grande dispo. préf. Bretagne - Grand ouest-Paris Tél : 96 70 34 49 (rép.).

Etudiante recherche garde de personnes âgées, soutien scolaire, ménage. Disponible le soir à partir de 18h30 et les week-end, sur Paris et proche banlieue exclusivement. Tél : 42 52 51 05.

D'origine chilienne, je vous propose des cours d'espagnol pour tous niveaux. Tél : 48 37 23 72 après 20 H.

I M M O B I L I E R

93 St-Denis - je vends F2 tout confort - cuisine aménagée - habitable sans frais - faibles charges 395.000 F. Tél : (16-1) 48 09 95 12.

A vendre, maison de village, à prox. de l'A.75, à 4h de Paris : séjour, cuisine avec cheminée, 3 chambres + 1 mansardée (avec 2 cheminées), 1 salle d'eau, 1 WC, très grande cave. Prix : 230.000 F - Tél : 73 89 03 71.

D I V E R S

A ne pas rater. Collection complète des œuvres de François Mitterrand. Il s'agit de la 1ère édition aujourd'hui épuisée. Les 12 volumes sont en parfait état. Valeur 2 000 F - vendue 1 500 F. Contact le soir après 20 H au 43 26 88 57.

votre annonce de 5 lignes pour 200 F, 3 passages 500 F

Retourner le texte de votre annonce accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Vendredi

à Vendredi, service publicité, 10 rue de Solferino 75 333 Paris Cedex 07. Tél : 45 56 79 03

Écrivez votre texte ci-dessous : max. 245 signes

Dissuasion, que de choses en ton nom...

A propos de l'article de Jean-Michel Boucheron "la double faute", Je m'encourage de la recommandation de Lionel Jospin d'avoir en la matière un ton relativement mesuré et de m'attacher plus aux faits qu'à une opinion préconçue pour en reprendre ici les éléments essentiels.

Le TN75, qui constitue l'essentiel de notre potentiel dissuasif, n'a pas été validé par un essai global mais seulement par des essais partiels de composants. Jean-Michel Boucheron le sait, même si on le dit peu pour une raison évidente. Alors pourquoi le "chacun sait qu'elles sont opérationnelles pour longtemps " ? Je me demande si M. Boucheron monterait dans un avion dont on aurait essayé sur le banc les moteurs, les ailes en soufflerie et qui n'aurait jamais volé.

Le problème du vieillissement, qui est avancé pour justifier les essais, se résume à la question suivante : serons-nous capables dans dix ans, dans vingt ans, de fabriquer les armes d'aujourd'hui et qui soient efficaces à coup sûr ? N'importe quel ingénieur vous dira que si les "spécifs" sont bien faites, le cahier d'assurance de la qualité et de contrôle bien établi, il n'y a aucun problème à les répéter à l'identique.

L'hésitation actuelle me laisse penser qu'on ne domine pas l'effet de petites variations des conditions de fabrication sur l'efficacité de l'engin et qu'on aurait là une autre application pratique de la théorie du chaos. Dans cette hypothèse, les essais auraient pour but de cerner ces incertitudes.

Dans les deux cas la dissuasion actuelle ne paraît pas aussi acquise que M. Boucheron le proclame et comme "chacun le sait". Bien sûr, on peut ne pas s'en inquiéter, moi le premier, mais alors pas d'hypocrisie sur l'adhésion au concept de dissuasion.

M. Weisz
91-Gometz-le-Chatel

Réponse de Jean-Michel Boucheron

Cher Camarade,

"Les remarques qui sont les tiennes ne sont pas injustifiées. Elles reprennent l'argumentation de la division des applications militaires du CEA. Je comprends que tous les chercheurs souhaitent des essais. On ne peut le leur reprocher. Il n'empêche qu'il y a un déséquilibre gigantesque entre un intérêt scientifique marginal et les risques politiques de prolifération, d'isolement de la France et de dérive du concept de dissuasion."

Sauver Sarah

On a sauvé les baleines, on a sauvé les bébés phoques, les pandas, les éléphants ... Mais on n'a pas encore sauvé Sarah ! Une femme violée, c'est toutes les femmes humiliées, renvoyées au sexe sans amour (...).

Et si pour Sarah, les Etats renonçaient à l'argent des Emirats. Vous voulez rire ! Pour une petite bonne ? Oui, pour une petite bonne, pour la vie d'une femme, pour le respect de milliers de femmes violées dans ce pays. Chiche. Mais vous avez raison, il vaut mieux que le politique ne s'en mêle pas. Il vaut mieux que ce soit nous les femmes qui fassions entendre notre propre voix ! (...)

Marie-Claude Citeau
70-Luxeuil

Bonne idée

Si tous les médias nous informent des résultats des élections nationales, il n'en va pas de même pour les cantonales. Je vous suggère donc de publier systématiquement, chaque mois, les résultats des cantonales du mois précédent. Je sais qu'il s'agit là d'un travail supplémentaire et que vos effectifs ne sont pas pléthoriques mais cette information devrait intéresser de nombreux militants, curieux de savoir ce qui se passe au-delà de leur environnement immédiat et de mieux connaître l'implantation de notre parti.

Daniel Cottier
40-Saint-Cricq-Chalosse

L'amnistie mais pas l'oubli

La disparition d'Edmond Jouhaud a suscité dans la presse des commentaires qui ne me paraissent pas nuancés. On se souvient du fameux putsch du 21 avril 1961 qui vit les généraux en retraite Salan, Challe, Zeller et Jouhaud se dresser contre le pouvoir républicain. Le 16 septembre 1959, De Gaulle avait proposé l'autodétermination qui devait conduire les habitants d'Algérie à fixer eux-mêmes leur destin. Par le référendum du 8 janvier 1961, le peuple français avait massivement approuvé cette politique. Dans une démocratie, la minorité doit s'incliner devant la majorité. Les "ultras" de l'Algérie française ne le firent pas, préférant installer l'OAS (Organisation Armée Secrète), un dispositif illégal et qui allait commettre des centaines d'attentats des deux côtés de la Méditerranée, causant de nombreuses morts d'innocents. La SFIO, ancêtre de notre actuel Parti socialiste, fut éprouvée par les meurtres de ses élus et d'un de ses militants. Le 31 mars 1961, une charge de plastic tuait dans son sommeil Camille Blanc, maire d'Evian-les-Bains, parce qu'il avait accepté qu'une rencontre entre représentants du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) et du gouvernement français se tienne dans sa ville. Au début de 1962, on abattit le secrétaire de la fédération socialiste du département d'Alger parce qu'il préconisait un aboutissement rapide des négociations visant à un cessez-le-feu. Les rapatriés ont rendu un vibrant hommage au vieil homme qui avait tant lutté pour leur cause, exprimant ainsi une reconnaissance compatissante à l'égard des victimes de l'OAS dont Jouhaud était le numéro deux. L'amnistie ne saurait impliquer l'oubli de ce que fut la réalité.

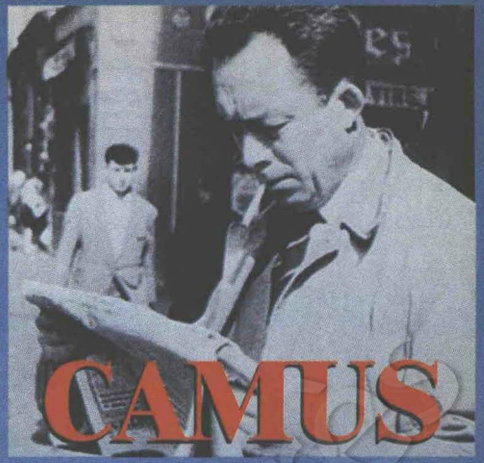
Fernand Pantigny
31-Montauban-de-Luchon



"Si les nations se mettaient d'accord, par solidarité, contre la prolifération atomique et l'utilisation guerrière du nucléaire, on verrait s'ouvrir un chemin d'espérance et les cerisiers fleuriraient pour un printemps éternel."

Luis Troncoso
Sculpteur - Paris

La sculpture "l'Ange de Nagasaki" est exposée en permanence, depuis juillet 1989, à la Maison de la Culture Internationale de Nagasaki (Centre de documentation sur la bombe atomique).

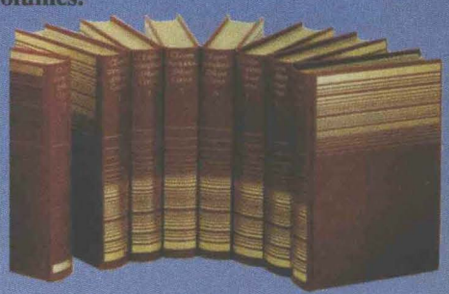


CAMUS

Les Œuvres complètes

Camus disait que
"le seul rôle véritable de l'homme, né dans un monde absurde, était de vivre, d'avoir conscience de sa vie, de sa révolte, de sa liberté".

En 1957, le prix Nobel est décerné à Camus pour son œuvre, mais aussi pour le combat qu'il a mené contre toutes les injustices et contre tout ce qui veut écraser l'homme. Cette édition due au Club de l'honnête homme regroupe ses chefs-d'œuvre en 9 volumes.



Tirage limité et numéroté.
Impression sur Vergé ivoire,
reliure plein cuir rouge,
dos et plats dorés à l'or fin.
Chaque tome est présenté sous étui.

Pour information

Votre nom : .....

Votre prénom : .....

Votre adresse : .....

.....

.....

Tél. pers : .....

Tél. professionnel : .....

Retourner à : Mecenas Conseil 91, rue du Fg-Saint-Honoré 75 008 Paris
Tél. : 44 71 36 00 - Fax : 47 41 36 29

par X

Le Parti se renouvelle

Renouvelez vos abonnements pour donner un nouvel élan à VENDREDI, votre hebdomadaire.



© Fondation Jean Jaurès

ABONNEZ-VOUS **Vendredi**

Un an 280 F - Dom-Tom / CEE : 400 F - Autres pays : 600 F
Institutions 500 F

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au sevice lecteurs de «Vendredi» 10 rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 7 - Chèques à l'ordre de «Les nouvelles Editions de l'an 2000». Vendredi. Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

Ville.....

Code postal.....